

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



**MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE LA SALUBRITE URBAINE ET DU
DEVELOPPEMENT DURABLE**

PROGRAMME D'INVESTISSEMENT FORESTIER

PREMIERE MISSION CONJOINTE

9-20 Novembre 2015

AIDE MEMOIRE



**PROGRAMME D'INVESTISSEMENT FORESTIER
(FIP-COTE D'IVOIRE)¹
PREMIERE MISSION CONJOINTE POUR L'ELABORATION DU PLAN
D'INVESTISSEMENT FORESTIER
9-20 Novembre 2015**

AIDE MEMOIRE

INTRODUCTION

1. Une mission conjointe de la Banque mondiale (Bm) et de la Banque Africaine de Développement (BAD) s'est déroulée du 9 au 20 novembre 2015 dans le cadre de l'élaboration du Plan d'Investissement Forestier (PIF) de la Côte d'Ivoire. L'objectif de cette mission était : (i) d'engager l'élaboration du Plan d'Investissement en s'accordant sur les projets et actions prioritaires par une consultation élargie des parties prenantes ; et (ii) de s'accorder sur le plan d'action pour la finalisation du Plan d'Investissement, incluant les notes de concept des projets qui le composeront.
2. La mission était conduite conjointement par Madame Salimata Diallo Folléa et Monsieur Léandre Gbéli, respectivement co-chargés du FIP-Côte d'Ivoire à la Bm et à la BAD. La partie ivoirienne était conduite par Monsieur Marcel Yao, Secrétaire Exécutif REDD+ et Coordonnateur du FIP-Côte d'Ivoire. La mission tient à remercier les autorités pour l'accueil chaleureux et les participants composés des membres du comité de pilotage établi par arrêtés ministériels (l'arrêté est joint en annexe 1), des institutions nationales, des organisations de la société civile et du secteur privé pour leur disponibilité et la qualité de leur contribution aux travaux. La liste des participants et l'agenda de la mission sont joints en annexe 2 et 3.

Contexte

3. Le Programme d'Investissement Forestier (FIP¹) est l'un des quatre programmes du Fonds d'Investissement Climatique (CIF) dont l'objectif est de financer les politiques et les mesures réduisant le déboisement et la dégradation des forêts et de promouvoir une gestion durable améliorée des forêts, en vue de réduire les émissions de Gaz à Effet de Serre (GES), de protéger les stocks de carbone forestier et de lutter contre la pauvreté.
4. Après avoir soumis une expression d'intérêt auprès du FIP, la Côte d'Ivoire a été sélectionnée en mai 2015 pour être l'un des 6 pays-pilotes du FIP phase 2. Le pays bénéficie à ce titre d'un montant de 28.5 millions de US dollars destiné à financer des projets et activités réducteurs d'émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts, à mettre en œuvre sur une période de 5 ans sur les zones du Sud-Ouest, autour du Parc National de Taï, et du Centre, dans l'ancienne "boucle du cacao". La plus grande partie de ce financement (24 M\$) sera mise en œuvre sous le pilotage conjoint de la Bm et de la BAD. Les 4.5M\$ restant, destinés à financer les activités et investissements d'initiative communautaire, seront mis en œuvre sous la responsabilité de la Bm.
5. L'étape suivante consiste à préparer une version préliminaire du Plan d'Investissement, accompagnée des notes conceptuelles des différents projets et actions envisagés, afin de la soumettre en mars 2016 à l'Unité d'Administration du *Climate Investment Fund* (UA-FIC)² et aux commentateurs externes.
6. Le processus d'élaboration de ce document ayant fait l'objet d'un premier cadrage lors de la mission conjointe Bm/BAD effectuée par vidéo-conférences du 28 au 30 septembre 2015, la mission suivante, objet du présent aide-mémoire, a engagé, à travers un atelier de travail à Yamoussoukro et des visites de terrain, une réflexion et une consultation élargie des parties prenantes, en vue d'identifier les projets et actions prioritaires qui seront proposés pour le Plan d'Investissement.

¹ L'acronyme de la désignation anglaise (Forest Investment Program) a été conservé afin de distinguer le Programme (FIP) et le Plan d'Investissement (PIF).

² Le FIP est l'un des 4 Programmes du Climate Investment Fund.

7. Le déroulement et les principaux résultats de l'atelier de travail et des visites de terrain, ainsi que le plan d'action jusqu'à la soumission de la version préliminaire du Plan d'Investissement à l'UA-FIC, sont présentés ci-après.

DEROULEMENT DE LA MISSION

8. La mission s'est déroulée en quatre étapes : (i) 9 novembre : adoption de l'agenda et échanges avec le BNETD³, chargé de l'étude des causes de la déforestation, et avec le consultant chargé de l'élaboration de la stratégie REDD+ ; (ii) 10-13 novembre : atelier de travail de Yamoussoukro ; (iii) 14-17 novembre : visites de terrain dans les deux zones cibles du PIF ; (iv) 18-20 novembre : restitution et échanges autour des résultats des travaux de l'atelier, des visites de terrain, ainsi que de la méthodologie et du chronogramme de travail du Centre Suisse de Recherche Scientifique (CSRS), organisme sélectionné pour appuyer l'élaboration du Plan d'Investissement.

RESULTATS DE LA MISSION

Phase de préparation

9. Les participants membres de la Bm, BAD et du SEP-REDD+ ont adopté l'agenda de la mission. Le BNETD a ensuite présenté sa méthodologie ainsi que son chronogramme de travail pour l'étude sur les moteurs de la déforestation. Des observations ont été faites sur certains aspects liés à la hiérarchisation des causes de la déforestation et au chronogramme de l'étude. Enfin, l'évolution et le chronogramme de l'élaboration de la stratégie REDD+ ont été présentés et des observations ont été faites par les participants.

L'étude sur les moteurs de la déforestation devant renseigner le Plan d'Investissement du PIF, il a été convenu que la première version prenant en compte les moteurs de la déforestation serait disponible à la fin du mois de février 2016.

La mission a rappelé par ailleurs que la première version de la stratégie REDD+ serait disponible en mars 2016.

Atelier de rédaction de la version préliminaire du PIF

10. Le rapport détaillé de l'atelier et la liste des membres de chaque groupe sont présentés en annexe 4 et 5 respectivement. Une partie importante des échanges se sont appuyés sur le document intitulé "Note technique : Etat actuel des ressources forestières" présenté en annexe 6. Les principaux résultats de chaque groupe se présentent comme suit :

11. Sections 1 "Description du contexte national et sectoriel" et 3 "Cadre politique et réglementaire". Les échanges sur ces sections au sein du Groupe 1 ont mis en lumière les points suivants :

- les *Forêts Classées* (4,2 millions d'ha sur 231 sites appartenant au Domaine Privé de l'Etat répartis sur l'ensemble du territoire), principalement destinées à la production de bois d'œuvre, sont actuellement très dégradées par les infiltrations agricoles, l'exploitation forestière et l'orpaillage illégal, ainsi que par le développement des grands centres urbains ;
- les *Aires Protégées* (2,1 million d'ha de Parcs Nationaux et Réserves Naturelles appartenant au Domaine Public de l'Etat) constituent un échantillon représentatif des écosystèmes du pays, mais connaissent des taux de dégradation variables allant de moins de 0,6 % au Sud-Ouest, 1 % au Nord, 7 % au Sud et jusqu'à 60 % pour le Parc National de la Marahoué.
- le *Domaine Forestier Rural* couvre la majorité du territoire (70%) et contient encore entre 2 et 3 millions d'hectares de forêts publiques et privées, mais la priorité y est donnée au développement de l'agriculture et il fournit à ce jour près de 90% du volume total de bois exploité dans le pays.
- les causes des émissions générées par la déforestation et la dégradation des forêts sont multiples et se

3 Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement

renforcent mutuellement. La recherche de revenus, exacerbée par la croissance démographique rapide, la pauvreté rurale et la faible gouvernance forestière, entraîne l'exploitation intensive des ressources naturelles disponibles via (i) une agriculture extensive en expansion d'autant plus rapide que sa productivité baisse, (ii) les prélèvements "miniers" de bois d'œuvre et de feu, également propices à l'expansion agricole, (iii) les feux de brousse aux fins de défrichement agricole ou de chasse, (iv) l'exploitation minière et en particulier l'orpaillage illégal, et (v) le manque d'autres opportunités de revenus alternatifs dans des activités rurales non-agricoles ; ainsi que (vi) l'urbanisation galopante dans les régions forestières.

- les deux leviers les plus importants qui ont propulsé la colonisation agricole des espaces forestiers, au-delà des encouragements donnés par une politique de prix incitative et un soutien politique tacite, ont été (i) la plus grande rentabilité des cultures sur forêt, qui profite de la "rente forestière" offerte par la fertilité naturelle des sols et la moindre pression parasitaire ; et (ii) la course à l'appropriation foncière, encouragée par les déclarations officielles⁴.
- la raréfaction graduelle des terres disponibles dans le Domaine Rural a accentué la pression sur les forêts classées et les aires protégées, considérées comme un espace "ouvert" appartenant à un maître largement absentéiste, a fortiori au cours des années de crise, ce qui a accru brutalement les infiltrations de populations en recherche de sécurité et de revenus agricoles, forestiers ou miniers.
- le déficit de gouvernance dans la gestion des ressources forestières, principale cause de l'insuffisance de leur protection, provient essentiellement (i) d'un manque de volonté politique, confirmé par (ii) la faible cohérence des politiques sectorielles⁵, (iii) l'instabilité institutionnelle, (iv) l'insuffisance des moyens humains et financiers du secteur, et (v) le défaut d'application de la réglementation, y compris du nouveau Code Forestier.
- parallèlement, les communautés rurales et les paysans continuent à n'accorder que peu d'importance à la gestion durable de la ressource forestière (à l'exception des forêts sacrées) du fait (i) des difficultés inchangées de l'accès à la reconnaissance officielle de leurs droits par le certificat foncier, et (ii) de leur éviction du partage des bénéfices légaux, en particulier de la redistribution des recettes fiscales.
- l'inventaire des politiques nationales (stratégie de développement climatique, PND, loi foncière, loi forestière, politique de décentralisation) permet toutefois de dire que le cadre légal, institutionnel et réglementaire existant peut, s'il est mis en vigueur, promouvoir la conservation et la bonne gestion des ressources forestières du pays.

12. Sections 2 "Identification des opportunités de réduction des GES" et 6 "Identification et justification des projets et programmes à co-financer par le PIF". Les échanges sur ces sections ont conduit le Groupe 2 à :

- rappeler que les opportunités identifiées pour la réduction des GES passent par : (i) l'amélioration de la productivité agricole, (ii) la sécurisation foncière, (iii) le reboisement, (iv) la rationalisation de l'orpaillage, (v) la surveillance et le contrôle de l'exploitation forestière et (vi) l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'aménagement du territoire.
- identifier, après avoir cerné les causes de la déforestation, trois sous-programmes à co-financer par le PIF ciblant respectivement : (i) l'exploitation forestière, pour en réduire la part non contrôlée et en améliorer la durabilité en impliquant les opérateurs privés du secteur forestier et les communautés locales dans les reboisements, sur la base d'une analyse détaillée des acquis, des faiblesses et les échecs des différents Plans de Reboisement qui se sont succédés en Côte d'Ivoire ; (ii) l'agriculture, pour en réduire la pression sur les forêts classées et aires protégées via l'intensification des systèmes agricoles, en proposant aux agriculteurs des technologies appropriées et un accès amélioré aux intrants et conseils ; et (iii) la sécurisation foncière, afin de mettre au point un instrument efficace et peu

⁴ "La terre appartient à celui qui la met en valeur"

⁵ Le manque de coordination entre la douzaine de ministères sectoriels intervenant de facto en milieu forestier a grandement contribué à affaiblir l'action des institutions en charge de la protection des forêts. Ainsi, dans plusieurs Forêts Classées et Parcs Nationaux, des campements clandestins ont été érigés en villages ou en communes rurales, des écoles et des centres de santé y ont été implantés et officialisés par l'affectation de fonctionnaires, et les producteurs de cacao y bénéficient de l'appui technique du Ministère de l'Agriculture.

coûteux permettant d'assurer aux communautés rurales et aux paysans la sécurité foncière dont ils ont besoin pour réaliser des investissements sur leurs exploitations et être intéressés à la gestion durable de la ressource forestière.

13. Section 4 "Co-bénéfices attendus de l'investissement PIF". Les principaux avantages de l'investissement PIF identifiés par le Groupe 3 sont de trois ordres :

- *Au plan environnemental* : l'impact du PIF sur la conservation et la restauration des forêts et Aires Protégées entraînera à terme : (i) l'atténuation des effets du changement climatique par réduction des émissions de GES via la préservation et l'accroissement des stocks de carbone, avec pour corollaire la résilience des systèmes de production agricole par le renforcement de la durabilité de la production. De plus, le reverdissement des régions du Centre permettra le retour des populations et atténuera la pression sur les ressources forestières de l'Ouest ; (ii) l'accroissement de la biodiversité et de la résilience des écosystèmes par protection et restauration des habitats naturels en milieu forestier.
- *Au plan social* : l'investissement PIF pourrait ouvrir la voie à des modèles de gestion forestière alternative, génératrice de revenus pour les communautés locales via un accès facilité aux ressources forestières. Les avantages concernent : (i) le soutien à l'engagement des femmes et des jeunes dans les initiatives de restauration des forêts, le développement des plantations d'essences forestières, et la cogestion des forêts ; (ii) la sécurisation du foncier et l'application de la nouvelle Loi Forestière sur la propriété de l'arbre dans les exploitations, qui permettront : (a) aux communautés de bénéficier pleinement des revenus issus de l'exploitation forestière, et (b) aux femmes d'avoir un meilleur accès aux ressources forestières et aux avantages économiques associés.
- *Au plan économique et de la réduction de la pauvreté* : les investissements dans le cadre du PIF entraîneront à terme l'augmentation du revenu des planteurs à travers : (i) l'amélioration des rendements agricoles, (ii) les activités de restauration de couverture forestière et (iii) les Paiements pour Services Environnementaux (PSE) liés à la réduction des émissions de GES.

14. Section 5 "Collaborations entre les BMD et avec d'autres partenaires au développement". Les échanges du Groupe 4 sur ces questions ont porté sur : (i) le cadre général de collaboration des PTF, (ii) la collaboration inter-PTF sur la thématique "Environnement et Forêt" et (iii) la coopération entre BMD dans le cadre du PIF.

- *Cadre général de collaboration des PTF* : Après avoir identifié les principaux PTF de la Côte d'Ivoire, les échanges sur le cadre global de leur collaboration ont fait ressortir qu'un mécanisme de collaboration à deux niveaux est en vigueur : (i) coordination générale au niveau des chefs de missions diplomatiques et (ii) collaboration sur les questions sectorielles, organisée en 7 groupes thématiques. La préparation à la mise en place du mécanisme REDD+ et du PIF illustre cette collaboration entre les PTF à travers le groupe thématique sur l'environnement et la forêt. Dans ce même élan de collaboration entre BMD, les ressources du PIF serviront de levier pour mobiliser des ressources additionnelles.
- *Collaboration sur la thématique "Environnement et Forêt"* : L'Agence Française de Développement, chef de file des PTF sur cette thématique sera tenue informée du processus de préparation du PIF de manière à relayer les informations aux autres PTF du groupe thématique.
- *Coopération entre BMD dans le cadre du PIF* : la Bm et la BAD collaboreront étroitement pour l'élaboration du Plan d'Investissement. Compte tenu de la réduction importante des montants entre les enveloppes FIP de première et seconde phase, et afin d'éviter le dédoublement du projet entre les deux BMD, il serait souhaitable que le financement FIP-Côte d'Ivoire soit affecté à un projet unique dont le pilotage sera assuré par la Bm en collaboration étroite avec la BAD.

15. Section 7 "Potentiel de mise en œuvre et évaluation des risques". Les échanges sur ces questions au sein du Groupe 5 ont mis en avant les points suivants :

- *Potentiel de mise en œuvre* : (i) L'Etat ivoirien a initié un ensemble de réformes en vue d'améliorer l'environnement des affaires, de promouvoir le partenariat public-privé ; (ii) d'importantes mesures ont également fait l'objet de textes législatifs et réglementaires dans les secteurs forestier, agricole et minier ; il faut noter enfin (iii) la mise en place, dans le cadre de la préparation au processus REDD+, du Comité National REDD+, de la Task Force Interministérielle, ainsi que d'autres structures connexes

appelées à faciliter la mise en œuvre des programmes & projets liés à la réduction des émissions de GES.

- *Risques relatifs à la mise en œuvre des activités du PIF.* Ces risques pourraient concerner : (i) dans le Domaine Rural : (a) l'accès aux intrants et aux technologies de production pour l'agriculture zéro déforestation, (b) l'appropriation des technologies nouvelles par les paysans, (c) les disponibilités de semences et d'encadrement, ainsi que l'implication des populations locales dans la promotion et la réalisation des reboisements villageois, (d) le coût et disponibilité des solutions alternatives et l'implication de l'Etat pour le développement de solutions énergétiques domestiques aux besoins de cuisson, ainsi que (e) le coût et la durée du processus de sécurisation du foncier et les conflits inter et intra-communautaires pouvant résulter de ce processus.

(ii) dans les Forêts Classées : (a) la disponibilité des moyens humains et financiers ainsi que celle des semences pour le reboisement des zones dégradées, (b) l'adhésion des populations, mécontentes du gel des surfaces de cultures, (c) la légitimité des représentants de la population au sein des organes de gestion participative des FC, et (d) l'effectivité du relai des informations vers la population.

(iii) dans le Parc National de Taï et sa zone périphérique : (a) le fonctionnement des organes de cogestion, (b) l'adhésion des orpailleurs et (c) la qualité de la gouvernance pour les activités de cogestion et de rationalisation de l'orpaillage, (d) la disponibilité des moyens humains pour la surveillance du Parc.

16. Section 8 "Plan et instruments de financement" et 9 "Cadre des Résultats". Ces travaux ne pouvant être engagés avant que le contenu des autres sections soit connu, les Groupes 6 et 7 chargés de ces questions ont été répartis entre les autres Groupes de l'atelier. Cette section comme toutes les autres sections du Plan d'Investissement sera développée par le CSRS.

17. Annexes 2, "Plan de participation des parties prenantes", et 3 "Informations sur l'insertion des subventions aux peuples autochtones et communautés locales (MSD)"⁶ dans le Plan d'Investissement".

18. Les échanges sur ces questions au sein du Groupe 8 ont mis en avant les points suivants :

- *Participation des parties prenantes.* L'identification des parties prenantes, de leur implication dans le processus d'élaboration du PIF et des perspectives de leur implication dans la mise en œuvre du PIF ont conduit à souligner : (i) la nécessité de la participation active du Conseil Café-Cacao, du secteur privé et du Réseau des Médias pour le Changement Climatique en Côte d'Ivoire (ReMeCC-CI) à l'élaboration et à la mise en œuvre du PIF ; et (ii) l'importance de la concertation, lors de la mise en œuvre du PIF, avec les PTF actifs dans le domaine de l'environnement et disposant d'une longue tradition de coopération et d'un cadre de concertation permettant d'échanger sur les meilleures approches de partenariat.
- *Mécanisme d'implication des communautés locales dans les activités du PIF.* Les effets des activités des communautés locales en termes de préservation ou de dégradation de la ressource forestière ont été analysés en distinguant trois catégories de communautés selon leur origine : (i) autochtones (locales), (ii) allochtones (ivoiriennes) et (iii) allogènes (non ivoiriennes). Ces communautés se différencient par leur intérêt pour la forêt, à la fois social, culturel, affectif, spirituel et économique pour les autochtones, considérés comme propriétaires terriens, mais d'abord économique pour les deux autres catégories, venues à la recherche de terres cultivables (cf. RPP Côte d'Ivoire). Plusieurs initiatives pouvant être conduites par les communautés locales dans le cadre du PIF afin d'améliorer leurs conditions de vie ont été identifiées. Ces initiatives constituant des actions de lutte contre la pauvreté telles que prévues dans le MSD, elles contribueront à l'atteinte des objectifs du PIF. Elles seront mises en œuvre sur la base des principes suivants :
 - Développer la bonne gouvernance dans le secteur forestier et le régime foncier en conformité avec la stratégie REDD+.
 - Tenir compte des intérêts de tous les membres des communautés lors de la conception et de la mise en œuvre du PIF.
 - Faire respecter leurs droits de propriété et fonciers : tout projet relatif au PIF et REDD+ doit prendre en compte dans sa mise en œuvre les droits fondamentaux définis au niveau

⁶ Dedicated Grant Mechanism (DGM).

international et les droits coutumiers.

- Assurer la participation et l'engagement des communautés locales dans la REDD+.
- Intégrer la stratégie REDD+ et le FIP dans la politique de gestion des paysages forestiers.
- Assurer le partage équitable des bénéfices des projets exécutés dans le cadre du PIF et REDD+.
- Assurer une approche transversale à travers les initiatives et projets qui seront mis en place dans le cadre du PIF.

19. Dans cette optique, le groupe 8 a préconisé une stratégie d'information et de communication qui devra (i) cibler les différentes catégories de parties prenantes avec un focus particulier sur les femmes et les jeunes, et (ii) s'intégrer dans la stratégie globale de communication développée et mise en œuvre durant la phase de préparation REDD+⁷. La communication et l'information sur le fonctionnement du MSD dans le cadre du PIF utiliseront les langues locales à travers les médias (TV, radio locales ou de proximité, panneaux d'affichage) et autres moyens (rencontres, séances d'informations et de sensibilisations, gadgets).

Visites de terrain

20. Une mission mixte associant la Bm, la BAD et l'équipe du SEP-REDD+ a séjourné dans les localités de Didiévi, Soubré et Méagui du 14 au 17 Novembre 2015 afin de consulter les acteurs locaux sur les questions de conservation et de protection du couvert forestier. Le rapport détaillé de cette mission figure à l'annexe 7.

21. La mission a permis d'organiser des séances d'échanges avec différents groupes de la population locale : corps préfectoral, chefs de villages et de tribus, confession religieuses, présidents et responsables de coopératives, agents des eaux et forêts/OIPR, planteurs individuels et en association, associations de femmes et de jeunes, membres de l'administration publique et écoliers. Plusieurs plantations communautaires ainsi que des associations ont été visitées dans la zone de Didiévi.

22. Selon l'analyse des groupes rencontrés, les principaux facteurs de la dégradation des forêts et des aires protégées incluent le déclin des us et coutumes, l'exploitation forestière, l'expansion des exploitations de café-cacao, le non-respect des lois, le laisser-faire de l'Etat par manque de synergie entre administrations (aboutissant par exemple à la construction d'écoles, de centres de santé et de pistes dans les Forêts Classées), et enfin la corruption.

23. Les solutions préconisées par les groupes rencontrés ont été d'associer les populations dans la gestion des Forêts Classées et Aires Protégées, de prendre des mesures pour sortir les populations infiltrées et d'initier des reboisements avec des espèces utiles. Les associations de femmes, de jeunes ainsi que les planteurs ont émis le souhait de recevoir des appuis pour connaître et adopter les bonnes méthodes culturelles, ainsi que pour entreprendre des Activités Génératrices de Revenus (AGR), notamment dans les domaines de l'élevage, des cultures vivrières et de l'artisanat. Par ailleurs, les populations ont exprimé le besoin de bénéficier d'un accompagnement en termes d'infrastructures de base (accès à l'eau, à l'énergie, aux équipements de santé, d'éducation et d'infrastructure routière).

24. Les échanges ont montré en outre que : (i) les populations migrent désormais vers les régions de l'ouest montagneux (Man, Guiglo, Duékoué, Bloléquin) à la recherche de nouvelles terres forestières propices aux plantations du binôme café-cacao ; et (ii) l'exploitation illégale des mines autour et à l'intérieur du Parc National de Taï mérite une attention particulière.

Atelier de restitution

25. La restitution des travaux de groupe s'est tenue dans les locaux de la Banque mondiale pendant toute la journée du mercredi 18 novembre 2015, avec : (i) la présentation des résultats des travaux de chaque groupe et les échanges y relatifs ; (ii) le débriefing de la mission de terrain ; et (iii) la présentation de la méthodologie du cabinet CSRS sélectionné pour appuyer l'élaboration du Plan d'Investissement Forestier. La présentation de la méthodologie du CSRS figure dans l'annexe 8.

⁷ "Plan de Consultation et de Participation de la Côte d'Ivoire"

CONCLUSIONS ET PROCHAINES ETAPES

26. Comme indiqué au calendrier ci-dessous, les parties prenantes ont convenu d'organiser une seconde mission conjointe du 1^{er} au 4 mars 2016. L'objectif de cette mission sera de valider le Plan d'Investissement en vue de sa soumission à l'UA-FIC dans le courant du mois de mars 2016. Le SEP-REDD+, responsable de la coordination des activités PIF, invitera les acteurs-clé de l'Administration, de la société civile, du secteur privé et des communautés locales appelés à participer à la mission. Une mission de terrain intermédiaire sera organisée conformément au calendrier cité plus haut avec la participation de la Bm et de la BAD.

27. Conformément aux règles du FIP, les termes de référence de cette seconde mission conjointe seront préparés par la Bm et la BAD et présentés à l'approbation du Secrétariat du FIP à Washington 4 semaines avant la mission, soit au plus tard le 1^{er} février 2016.

28. Le plan d'action du CSRS pour l'appui à l'élaboration du Plan d'Investissement est présenté ci-dessous :

	Phases d'exécution	Décembre				Janvier				Février				Mars	
		S 1	S 2	S 3	S 4	S 5	S 6	S 7	S 8	S 9	S 10	S 11	S 12	S 13	S 14
0	Réunion de cadrage														
1	Collecte de données et analyse documentaire	1 au 20													
	2.1 Entretien avec les institutions, ONG et bailleurs														
	2.2 Collecte de données														
	2.3 Séances d'analyses et synthèse														
	Feedback à BMD & SEP-REDD (Djogbenou +JP + Gelase) sur synthèse et validation outils-plan de terrain				21 23	/									
2	Ateliers régionaux et visites de terrain (observations + enquêtes)					4 au 17									
	3.1 Région Iffou (Didiévi) Equipe1														
	3.2 Région Nzi (Dimbokro) - E 1														
	3.3 Région Bélier (Yamoussoukro) - E 1														
	3.4 Région Nawa (Soubré) Equipe 2														
	3.5 Région de San Pedro E 2														
	3.6 Région de Guemon (Duékoué)- E2														
	Feedback à BMD et SEP-REDD (Djogbenou +JP + Gelase) orientation de l'analyse								25 31						
4	Analyse des données et rédaction du draft 1 PIF														
	Soumission du draft 1 à BMD + SEP-REDD														
	Mini atelier CSRS-SEP REDD-BMD/téléconférence												22		
	Atelier de présentation du draft 1 au comité de pilotage du PIF et aux BMD													2 4	
5	Finalisation du document du PIF														7 13
6	Traduction en anglais et remise du rapport														

ACCES A L'INFORMATION

29. La Banque mondiale, la BAD et les autorités ivoiriennes confirment leur entente et leur accord à rendre public cet aide-mémoire (AM). La divulgation de cet AM a été convenue avec le Secrétaire Exécutif REDD+, Coordonnateur du PIF-Côte d'Ivoire lors de la restitution de la mission par vidéo-conférence entre Abidjan et Paris, le vendredi 27 novembre, 2015 de 10h à 13h (heure d'Abidjan).

LISTE DES ANNEXES

1. Arrêtés relatifs à la création du comité de pilotage et accord de partenariat REDD+-SODEFOR
2. Liste des participants
3. Agenda de la mission
4. Rapport de l'atelier de Yamoussoukro
5. Liste des groupes constitués pour l'atelier de Yamoussoukro
6. Note technique : état actuel des ressources forestières
7. Rapport de visite de terrain
8. Présentation de la méthodologie du CSRS

Annexe 1 : Arrêtés relatifs à la création du comité de pilotage et accord de partenariat REDD+-SODEFOR

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT
DE LA SALUBRITE URBAINE
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
UNION – DISCIPLINE – TRAVAIL

**ARRÊTÉ N° 00114 / MINESUDU DU 23 NOV 2015 PORTANT CREATION, ET
FONCTIONNEMENT DU COMITE NATIONAL DE PILOTAGE DU PROGRAMME
D'INVESTISSEMENT FORESTIER**

Le ministère de l'environnement, de la salubrité urbaine et du développement durable,

- Vu la Constitution ;
- Vu la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques adoptée le 09 mai 1992 ;
- Vu la loi n° 96-766 du 3 octobre 1996 portant Code de l'Environnement ;
- Vu la loi n° 2014-427 du 14 juillet 2014 portant Code Forestier ;
- Vu le décret n° 2005-726 du 28 décembre 2005 portant adhésion de la République de Côte d'Ivoire au Protocole de Kyoto relatif à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, adopté le 11 décembre 1997 ;
- Vu le décret n° 2012-1049 du 24 octobre 2012 portant création, organisation et fonctionnement de la Commission Nationale pour la Réduction des Emissions de gaz à effet de serre dues à la Déforestation et à la Dégradation des forêts.
- Vu le décret n° 2012-1118 du 21 novembre 2012 portant nomination du Premier Ministre, chef du Gouvernement, tel que modifié par le décret n° 2013-784 du 19 novembre 2013 ;
- Vu le décret n° 2012-1119 du 22 novembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement, tel que modifié par les décrets n° 2013-505 du 25 juillet 2013, n° 2013-784, n° 2013-785, n° 2013-786 du 19 novembre 2013 et n° 2014-89 du 12 mars 2014 ;
- Vu le décret n° 2013-41 du 30 janvier 2013 relatif à l'Evaluation Environnementale Stratégique des politiques, plans et programmes ;
- Vu le décret n° 2013-506 du 25 juillet 2013 portant attributions des Membres du Gouvernement, tel que modifié par le décret n° 2013-802 du 21 novembre 2013 ;
- Vu le décret n° 2014-507 du 15 septembre 2014 portant organisation du Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable ;

ARRETE :

Article 1 : Il est créé un Comité National de Pilotage du Programme d'Investissement Forestier en abrégé PIF.

Article 2 : Le Comité national de Pilotage est l'organe de planification, d'exécution, du suivi et d'évaluation des activités du PIF. A ce titre, il est chargé :

- d'initier le dialogue avec le Gouvernement et les principales parties prenantes pour identifier et planifier les activités qui concourent à la bonne préparation du PIF
- d'échanger sur le contexte, les objectifs, les résultats attendus, les procédures et les modalités de mise en œuvre du PIF, en vue d'assurer une bonne compréhension et une vision commune des acteurs sur le programme ;
- d'analyser le contenu de l'expression d'intérêt présentée par la Côte d'Ivoire et échanger sur la manière dont le PIF s'insère dans le processus de préparation de la REDD+;
- d'examiner la documentation existante sur la problématique de la gestion durable des forêts en Côte d'Ivoire ;
- d'identifier des gaps d'information et des études complémentaires requises pour la préparation du Plan d'Investissement du PIF ;
- d'identifier le processus de communication et de consultation des acteurs pendant la phase de préparation du PIF ;
- d'identifier les rôles et les responsabilités des principaux acteurs du processus y compris les deux Banques multilatérales, Banque mondiale et BAD ;
- d'identifier et planifier les activités de préparation du Plan d'investissement du programme PIF ;
- d'identifier et adopter le calendrier des missions conjointes ;
- d'établir la requête de mobilisation du don de préparation du Plan d'Investissement PIF

Article 3 : le Comité National se compose ainsi qu'il suit :

- le Ministre chargé de l'Environnement ou son représentant ;
- le Ministre chargé des collectivités territoriales ;
- le Ministre chargé du Plan et du Développement ou son représentant ;
- le Ministre chargé de l'Agriculture ou son représentant ;
- le Ministre chargé des Mines et de l'Industrie ou son représentant ;
- le Ministre chargé des Eaux et forêts ou son représentant ;
- le Ministre de l'économie et des finances ou son représentant ;
- le Ministre chargé du Budget ou son représentant ;
- le président de l'Assemblée des Régions et Districts de Côte d'Ivoire ou son représentant ;
- le Directeur du Centre National de Recherche Agronomique ou son représentant ;
- le Directeur de l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural ou son représentant ;
- le Directeur de l'Office Ivoirien des Parcs et Réserves ou son représentant ;
- le Directeur de la Société pour le Développement des Forêts ou son représentant ;
- une personne ressource de l'Université HKB de Cocody ;

- le représentant de l'Organisation de la Société Civile OIREN
- l'Association des Professionnels du Caoutchouc Naturel de Côte d'Ivoire ou son représentant ;
- l'Association Interprofessionnelle de la filière Palmier à huile ;
- le représentant du Conseil Café-Cacao ;
- Le représentant de l'IDH ;
- le représentant de Mondelez ;
- le représentant de CEMOI ;
- le représentant de la Communauté rurale ;

Le Ministre chargé de l'Environnement ou son représentant, président.

Le Ministre chargé des Eaux et Forêts ou son représentant, Vice –président.

Le Secrétariat Exécutif Permanent de la REDD+, rapporteur.

Pour des besoins spécifiques d'expertise, le Comité National de Pilotage peut faire appel à des experts nationaux ou internationaux à titre consultatif.

Les membres du Comité National de Pilotage sont nommés par arrêté du Ministre chargé de l'Environnement sur proposition des Ministres et des Responsables des structures dont ils relèvent.

Article 4 : Le Comité National de Pilotage se réunit au moins deux fois par trimestre sur convocation de son Président et en session extraordinaire, chaque fois que le besoin se fera ressentir.

Les convocations précisant l'ordre du jour et accompagnées, le cas échéant, des dossiers et documents y afférents, doivent être adressées aux membres du Comité deux semaines avant la date de la réunion.

Les réunions font l'objet de procès-verbaux archivés au siège du Secrétariat Exécutif Permanent de la REDD+ avec une copie pour chaque participant.

Article 5 : Le Secrétaire Exécutif Permanent de la REDD+ du Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 23/11/2015



Dr Rémi Allah-Kouadio

ARRETE N° 113 MINESUDD DU 23 NOV 2015
PORTANT NOMINATION DES
MEMBRES DU COMITE NATIONAL DE PILOTAGE DU PROGRAMME
D'INVESTISSEMENT FORESTIER

Le ministère de l'environnement, de la salubrité urbaine et du développement durable,

- Vu la Constitution ;
- Vu la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques adoptée le 09 mai 1992 ;
- Vu la loi n° 96-766 du 3 octobre 1996 portant Code de l'Environnement ;
- Vu la loi n° 2014-427 du 14 juillet 2014 portant Code Forestier ;
- Vu le décret n° 2005-726 du 28 décembre 2005 portant adhésion de la République de Côte d'Ivoire au Protocole de Kyoto relatif à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, adopté le 11 décembre 1997 ;
- Vu le décret n° 2012-1049 du 24 octobre 2012 portant création, organisation et fonctionnement de la Commission Nationale pour la Réduction des Emissions de gaz à effet de serre dues à la Déforestation et à la Dégradation des forêts.
- Vu le décret n° 2012-1118 du 21 novembre 2012 portant nomination du Premier Ministre, chef du Gouvernement, tel que modifié par le décret n° 2013-784 du 19 novembre 2013 ;
- Vu le décret n° 2012-1119 du 22 novembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement, tel que modifié par les décrets n° 2013-505 du 25 juillet 2013, n° 2013-784, n° 2013-785, n° 2013-786 du 19 novembre 2013 et n° 2014-89 du 12 mars 2014 ;
- Vu le décret n° 2013-41 du 30 janvier 2013 relatif à l'Evaluation Environnementale Stratégique des politiques, plans et programmes ;
- Vu le décret n° 2013-506 du 25 juillet 2013 portant attributions des Membres du Gouvernement, tel que modifié par le décret n° 2013-802 du 21 novembre 2013 ;
- Vu le décret n° 2014-507 du 15 septembre 2014 portant organisation du Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable ;

ARRETE :

Article 1 : sont nommés membres du Comité National de Pilotage du Programme d'Investissement Forestier en abrégé PIF, les personnes dont les noms suivent :

- CDT YAO Marcel, Coordonnateur REDD+ ;
- KOYA Natoueu J.C, Conseiller Technique du Ministre d'Etat, Ministre du Plan et du Développement ;
- WOÏ Mela Gaston, Conseiller Régional du Tonkpi ;
- TEAPOINHI Sèponh Stéphanie, chargée d'études à la DEIF, Ministère en charge des eaux et forêts ;
- OUATARA Zana Inzan, Assistant point focal FEM ;
- Mme ANGOUA Conseiller Technique du Ministre des Mines et de l'Industrie ;
- Mme AKA née EPONON Valérie, Sous-Directeur de la programmation et de la budgétisation, Ministère de l'Agriculture ;
- AGNIMEL Adhissy Charles, Chargé d'études à la Direction Technique, l'OIPR.
- Mme GBO Amin, Chef de division changement climatique, ANADER
- Dr ASSIRI Assiri Alexis, Programme Cacao, CNRA ;
- KOFFI Konan Jean Claude Conseiller Technique du Directeur Général, SODEFOR ;
- Mme RENSKÉ Aarmoudse, Coordonnatrice, IDH.
- MBALO N'DIAYE, Représentant Pays de Mondelez ;
- PHILIPPE Metral, Directeur DD, CEMOI ;
- Dr KOUAME N'dri Marie Thérèse, Organisation de la société civile, OIREN ;
- KOUAO Hammond d'Almeida Francis, Responsable formation, APROMAC ;
- BROUZRO Herman, Responsable des opérations AIPH ;
- BEDIE Auguste, Chef de service projet, Conseil Café-Cacao ;
- EGNANKOU Wadja, Président de SOS forêts ;
- DOSSAN René Kouakou N'guessan, Préfet du Département de Didiévi ;
- KOUAKOU Kouamé Marcelin ; Représentant des jeunes, Communauté rurale

Article 2 : Les membres du comité de pilotage du Programme d'Investissement Forestier ont droit à une prime de transport pour leur présence aux différentes réunions.

Article 3 : Le présent arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature, sera publié au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire et partout où besoin sera.

Fait à Abidjan, le 23/11/2015



Dr Rémi Allah-Kouadio

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

Union - Discipline - Travail

REDD+
CÔTE D'IVOIRE



Programme de Réduction des émissions de Gaz à effet de serre liées à la
Déforestation et à la dégradation des forêts

(REDD+)

Développement de la stratégie REDD+ dans les forêts classées et
mise en œuvre de Projets pilotes

0 37 23 - 15
Accord de partenariat n°/REDD+ - SODEFOR/2015

Entre

Le Secrétariat Exécutif Permanent du programme de réduction des
émissions de gaz à effet de serre liées à la déforestation et à la dégradation
des forêts (SEP-REDD+)

Et

La Société de Développement des Forêts (SODEFOR)

Octobre 2015

[Handwritten signature]

Entre les soussignés

SECRÉTARIAT EXECUTIF PERMANENT REDD+ (SEP-REDD+); ayant son siège à Abidjan – Cocody, 2 Plateaux 7^{ème} Tranche, 20 BP 650 Abidjan 20, Tél : 22 42 14 16 représenté par, Monsieur **YAO Marcel, Secrétaire Exécutif Permanent de la REDD+**, agissant pour le compte dudit secrétariat ci-après désigné « **LE SEP-REDD+** »;

D'une part

La Société de Développement des Forêts (**SODEFOR**), Société d'Etat régie par la loi N° 97-519 du 4 Septembre 1997 portant définition et organisation des sociétés d'Etat, créée par décret N° 93-206 du 3 Février 1993, immatriculée au registre de commerce sous le N° 169778 T, sise à Abidjan route de BINGERVILLE - Boulevard François MITTERRAND - 01 BP 3770 Abidjan 01 - Tél. 22-48-30-00 / 22-44-46-16, représentée par son Directeur Général Monsieur **Mamadou SANGARE**, ci-après désignée « **LA SODEFOR** »

D'autre part,

Ensemble désignées les « parties » dans le présent accord:

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIV

Vu la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements climatiques ratifiée par la Côte d'Ivoire le 29 novembre 1994;

Vu la loi N°96-766 du 03 octobre 1996 portant Code de l'Environnement ;

Il a été créée par **Décret N°2012-1049 du 24 octobre 2012, la Commission Nationale pour la Réduction des Emissions de gaz à effet de serre dues à la Déforestation et à la Dégénération des forêts en abrégée (CN-REDD+)** ;

Attendu que le Secrétariat Exécutif Permanent, assurant le secrétariat technique de cette Commission, a été chargé d'élaborer et de mettre en œuvre la stratégie REDD+ à développer dans tous les domaines forestiers ou secteurs d'activités en Côte d'Ivoire, concernés par la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts ;

Le SEP-REDD+, dans l'optique de mettre en œuvre la stratégie REDD+ à développer dans les forêts classées du domaine forestier permanent de l'Etat, dont la gestion a été confiée par l'**Arrêté N°33 MINAGRA du 13 Février 1992** à la SODEFOR, s'est rapproché de cette société d'Etat, en vue de convenir du présent cadre de collaboration destiné à atteindre les objectifs du REDD+ dans les forêts classées.

CELA EXPOSE, IL A ETE ARRETE CE QUI SUIV :

Article 1- OBJET DU PARTENARIAT

Le présent accord de partenariat a pour objet de préciser les conditions et modalités de mise en œuvre de la stratégie REDD+ en forêts classées à travers des projets.

Article 2- ENGAGEMENT DES PARTIES

2.1 Engagement du SEP-REDD+

Conformément au présent accord de partenariat, le SEP-REDD+ s'engage à :

1. assurer la mobilisation des financements des projets REDD+ relatifs à la mise en œuvre de la stratégie REDD+ dans les forêts classées ;
2. participer à la réalisation des études et à la mise en œuvre des activités REDD+ dans les forêts classées et leurs périphéries;
3. participer à l'élaboration des projets Pilotes ;
4. assurer le suivi des projets REDD+ développés.
5. Transmettre à la SODEFOR une copie originale du rapport annuel d'exécution du processus.

2.2 Engagement de la SODEFOR

Conformément au présent accord de partenariat, la SODEFOR s'engage à :

1. mettre en place une cellule chargée de la gestion des activités REDD+ ;
2. mettre à la disposition du SEP-REDD+ toutes informations utiles à l'exécution du présent accord ;
3. participer à la réalisation des études sur les projets REDD+;
4. mettre en œuvre les activités REDD+ dans les forêts classées ;
5. consulter le SEP-REDD+ pour toute initiative REDD+ ;
6. proposer des projets susceptibles de favoriser l'atteinte des objectifs de la REDD+ ;
7. aider le SEP-REDD+ dans sa mission de sensibilisation des acteurs sur le mécanisme REDD+.

Article 3- DOMAINES D'INTERVENTION

Le présent accord de partenariat concerne les domaines suivants :

1. Aménagement et gestion des forêts classées ;
2. Agroforesterie et reboisement;
3. Surveillance spatiale des forêts et niveau de référence ;
4. Information, Education, Communication (Agriculture, Forêt et changement climatique) ;
5. Crédit carbone.

Article 4 : DUREE ET ENTREE EN VIGUEUR DU PARTENARIAT

Le présent accord de partenariat est conclu pour une durée d'un (1) an et prend effet à compter de la date de signature par les parties.

Article 5: RENOUELEMENT

Le présent accord de partenariat est renouvelable par les parties par avenant en tenant compte de l'état d'avancement du processus REDD+.

Article 6: ZONE D'INTERVENTION

Le présent accord de partenariat s'applique aux forêts classées et leurs périphéries dans les zones d'intervention du programme REDD+ dans le respect des droits reconnus aux riverains.

Article 7: EXECUTION DU PARTENARIAT

Pour chaque projet, des conventions spécifiques et plus détaillées pourront être signés entre les deux parties.

Article 8: REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige naissant dans le cadre de l'exécution du présent accord fera l'objet d'un règlement à l'amiable.

A défaut, les parties soumettront le litige à la Cour d'Arbitrage de Côte d'Ivoire.

Le présent accord de partenariat est établi en deux
(2) exemplaires originaux

Abidjan, le.....11 8 NOV 2015.....

Le Secrétaire Exécutif Permanent de la REDD+



M. YAO Marc
Secrétaire Exécutif Permanent de la REDD+

Le Directeur Général de la SODEFOR



M. SANGARE Mamadou
Directeur Général

Annexe 2 : LISTE DES PARTICIPANTS

Structure	Nom et fonction
Banque mondiale (BM)	Salimata D. FOLLEA , Spécialiste en Gestion des Ressources Naturelles et Chargée du PIF à la BM
	Jean Paul CHAUSSE , <i>Spécialiste Principal en Agriculture</i> , consultant
	Ellen TYNAN , <i>Spécialiste Principale en Gestion des Ressources Naturelles</i> , consultant.
	Gratien BONI , Spécialiste Principal en Développement Social et Sociologue, consultant.
	Patrick Joël ADEBA , Analyste en Environnement, consultant.
	Sylvain AKINDELE , <i>Spécialiste Principal en Gestion forestière, PGFPR/BM, Cotonou-BENIN</i>
Banque Africaine de Développement (BAD)	Léandre GBELI , <i>Agroéconomiste Principal, chargé du PIF à la BAD.</i>
	Paul DJOBENOU , <i>Spécialiste Principal en Gestion forestière</i> , Consultant.
	Nathalie GAHUNGA , Spécialiste du Genre
Ministère de l'Agriculture (MINAGRI)	Eponou Valerie ACKA , <i>Sous Directrice, membre du Comité de Pilotage.</i>
	Goore Jean Pierre BOTI Bi , <i>Chef de service du Foncier Rural</i> , (Yamoussoukro).
Ministère de l'Environnement de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable (MINESUDD)	Bragori Hélène YOCOLLY , <i>Directrice Régionale</i> , (Yamoussoukro).
	Guillaume Désiré APO , <i>Chargé de projet chef de service du personnel</i> , (Yamoussoukro).
Ministère des eaux et Forêts (MINEF)	Seponh Stéphanie TEAPOINHI , <i>Chargée d'études, DEPE, membre du Comité de Pilotage.</i>
Ministère de l'Economie des Finances (MEF)	Sosthène KOUADIO , <i>Chargée d'études, membre du Comité de Pilotage.</i>
Ministère du Plan et du Développement	Jean Claude KOYA , <i>Conseiller Technique, membre du Comité de Pilotage.</i>
Ministère des Mines et de l'Industrie (MIM)	Ehouman Chantal ANGOUA , <i>Conseiller Technique, membre du Comité de Pilotage.</i>
Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	René Kouakou DOSSAN , <i>Préfet de Didievi, membre du Comité de Pilotage.</i>
Société de Développement des Forêts (SODEFOR)	Konan J.C. KOFFI , <i>Conseiller Technique, membre du Comité de Pilotage.</i>
Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR)	Adhissy Charles AGNIMEL , <i>Chargée d'études, membre du Comité de Pilotage.</i>
Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER)	Amin GBO , <i>Chef de Service Changement Climatique, membre du Comité de Pilotage.</i>
Assemblée des Régions et Districts	Kouassi Kouadio OUASSA , <i>Consultant ARDCI, membre du Comité de Pilotage.</i>
Société Civile	Wadja Mathieu EGNANKOU , <i>Président, SOS Forêt, membre du Comité de Pilotage.</i>
	Kouakou Brice KANGA , <i>Président, ONG TECK IVOIRE</i>
	Ndri Marie Thérèse KOUAME , <i>Membre de la Plateforme (OIREN), membre</i>

Structure	Nom et fonction
	<i>du Comité de Pilotage.</i>
	Amenan Constantine KOUADIO , Présidente des femmes, <i>ONG ASCAFED</i>
	Kouamé Marcellin KOUAKOU , <i>Représentant des jeunes de la région du Belier (Toumodi), membre du Comité de Pilotage</i>
Association Des Professionnels Du Caoutchouc Naturel De Cote D'ivoire (APROMAC)	Francis KOUAO , <i>Responsable de la formation, membre du Comité de Pilotage,</i>
CEMOI-CI (Chocolatier)	Konan Bienvenu KOUADIO , <i>Responsable cacao durable zone centre, membre du Comité de Pilotage,</i>
Sustainable Trade Initiative (IDH)	Renske. AARNOUDSE , <i>Directeur Pays, membre du Comité de Pilotage,</i>
Centre Suisse de Recherches Scientifiques (CSRS)	Daouda DAO , <i>Directeur de Recherche et Consultant PIF</i>
	Inza KONE , <i>Directeur Adjoint du CSRS et Consultant PIF</i>
	Karim OUATTARA , <i>chercheur et Consultant PIF</i>
Bureau National des Etudes Techniques et de Développement (BNETD)	Inza TRAORE , <i>Chef de service Développement Durable consultant SEP-REDD+</i>
	Claude Thierry N'DOUME , <i>Chef de service Marketing et Gestion des projets, consultant SEP-REDD+</i>
	Adjadi BELLO , <i>Chef de mission, consultant SEP-REDD+</i>
SEP REDD+	Marcel YAO , <i>Coordonnateur du PIF</i>
	Iritié Marc Soumaila ZAKO Bi , <i>Assistant Technique.</i>
	Amon Auguste KOUAKOU , <i>Assistant Technique en charge des projets Pilotes.</i>
	Jean Venance ATCHORY , <i>Traducteur</i>
	Yoboua André Serge P. KASSI , <i>Assistant Technique en charge de l'Evaluation Environnementale et Sociale Stratégique.</i>
	Elie LEYAH , <i>Assistant Technique en charge du PIF.</i>
	Alloua KADJO , <i>Assistant Technique en charge des IEC</i>
	Ossiena Aristide KONE , <i>Assistant Technique</i>
	Yao Eric KONAN , <i>Assistant Technique en charge de la Stratégie et du cadre de mise en œuvre</i>
	Jean Paul AKA , <i>Assistant Technique en charge de la Stratégie et du cadre de mise en œuvre</i>
	Lucien DJA , <i>Assistant Technique en charge de l'Evaluation Environnementale et Sociale Stratégique</i>
	Mahamane Ouattara , <i>Assistant Technique en charge du Suivi Evaluation.</i>
	Emmanuel DOGNI , <i>Comptable Assistant</i>
	Pierrot RAKOTONIAINA , <i>Conseiller en Planification Stratégique, SEP REDD+/ PNUD, Consultant</i>

Annexe 3 : Agenda de la mission conjointe Banque mondiale-BAD du 09 au 20 novembre 2015

Dimanche 8 novembre 2015 : Arrivée de la mission			
Lundi 9 novembre 2015 : Rencontre avec les autorités à Abidjan.			
Horaire	Activités	Responsable	Participants
8h00	Arrivée de la mission à la représentation de la Banque mondiale		Banque mondiale
9h-10h00	Briefing Equipe Banque mondiale et BAD	Banque mondiale	Banque mondiale et BAD
11h – 18h	Séance de travail au SEP REDD+ Séance de travail avec le BNETD Organisation des groupes de travail pour départ sur Yamoussoukro (exposer le canevas du plan d'investissement du PIF et repartition des personnes); Véhicule BM pour l'équipe BM Véhicules REDD+ pour équipe SEP-REDD et Comité de pilotage.	SEP-REDD+	Banque mondiale, BAD, SEP-REDD+, Comité de pilotage et BNETD
Mardi 10 novembre 2015			
8h – 12h	Voyage sur Yamoussoukro	Hôtel Yamoussoukro	Banque mondiale, BAD, SEP-REDD+, Comité de pilotage Equipe REDD+
Mardi 10 après-midi au vendredi 13 novembre 2015 : Séances de travaux de groupe pour l'élaboration du draft zéro du Plan d'Investissement Forestier			
<p>Groupe 1 : Chef d'équipe: Jean Paul Chausse, SODEFOR, MINAGRI, Ministère des Eaux et Forêts + 3 membres du Comité de Pilotage, Alloua, OIPR + BAD - Description du contexte national et sectoriel (Section 1) - Cadre politique et réglementaire (Section 3)</p> <p>Groupe 2 :- Identification des opportunités de réduction des Gaz à Effet de Serre (Section 2) : Chef d'équipe Eric Landry+ Sylvain Akindélé + CURAT - Identification et justifications des projets et programmes à co-financer par le PIF (Section 6) : Chef d'équipe: Ellen Tynan avec la participation du Ministère de l'Economie, des Eaux et Forêts, MINAGRI, Sylvain Akindélé + Melkior, Amon, SODEFOR et 2 ou 3 membres du comité de pilotage.</p> <p>Groupe 3 : Avantages/retombées attendus de l'investissement PIF (Section 4) : Chef d'équipe: Jean-Paul Aka avec 3 membres du comité de pilotage</p> <p>Groupe 4 : Collaboration entre les BDM et avec d'autres partenaires (Section 5) : Chef d'équipe: Léandre avec l'appui du consultant PIF BAD, Sali et 2 ou 3 membres du comité de pilotage</p> <p>Groupe 5 : Potentiel de mise en œuvre et évaluation des risques (Section 7) : Chef d'équipe: Lucien Dja, avec la participation Patrick, OIPR + 2 ou 3 membres du Comité de Pilotage</p> <p>Groupe 6 : Plan et instruments de financement (Section 8) : Chef d'équipe : Bakayoko Ministère de l'Economie, Interprofessions, Secteur Privé avec la participation du SEP-REDD et 2 ou 3 membres du comité de pilotage</p> <p>Groupe 7 : Cadre des résultats du Plan d'Investissement (Section 9) : Chef d'équipe: Mahamane + SODEFOR + MINAGRI+ Assistants Techniques SEP-REDD+ et 3 ou 4 membres du comité de pilotage</p> <p>Groupe 8 : Annexe 2 et 3: Chef de fil: Gratien, + Société Civile + 2 ou 3 membres du comité de pilotage.</p>			

Mardi 10 novembre			
12h	Arrivée des participants à Yamoussoukro et installation à l'hôtel		
12h – 14h	Déjeuner	Participants	
14h	Mot de bienvenue du Coordonnateur	Coordonnateur projet REDD+	Coordonnateur projet REDD+
14h15 – 15h15	Présentation du canevas du plan d'investissement du PIF	Assistant SEP REDD+	Assistant SEP REDD+
15h15 – 18h	Présentation de la synthèse de l'analyse documentaire et discussions	Consultant Gratien/Adeba	Consultant Gratien/Adeba
Mercredi 11 novembre 2015			
8h30	Installation des participants	Participants	
9h-9h30	Ouverture des travaux par le Préfet de région		
9h30-11h00	Présentation et Brainstorming sur la session 6 (Identification et justifications des projets et programmes à co-financer par le PIF) du canevas du PIF	Coordonnateur projet REDD+	Coordonnateur projet REDD+
11h – 11h15	Pause – café		
11h15 – 13h	Présentation et Brainstorming sur la session 6 (Identification et justifications des projets et programmes à co-financer par le PIF) du canevas du PIF	Participants	SEP-REDD+, Comité de Pilotage, BAD et Banque mondiale
13h – 14h	Pause – déjeuner		
14h – 16h	Travaux en commission	Participants	SEP-REDD+, Comité de Pilotage, BAD et Banque mondiale
16h – 16h15	Pause-café		
16h15 – 17h30	Travaux en commission	Participants	SEP-REDD+, Comité de Pilotage, BAD et Banque mondiale
Jeudi 14 Novembre 2015			
8h00-08h30	Arrivée des participants et petit déjeuner	Participants	SEP-REDD+, Comité de Pilotage, BAD et Banque mondiale
8h30 – 11h	Travaux en commission	Participants	SEP-REDD+, Comité de Pilotage, BAD et Banque mondiale
11h – 11h15	Pause-café		
11h15-13h	Travaux en commission	Participants	SEP-REDD+, Comité de Pilotage, BAD et Banque mondiale
13h 14h	Pause-déjeuner		
14h – 16h	Travaux en commission	Participants	SEP-REDD+, Comité de Pilotage, BAD et Banque mondiale
16h- 16h15	Pause-café		
16h15 – 17h	Débriefing de l'état d'avancement des travaux	Participants	Responsables de groupe

Vendredi 13 Novembre 2015			
8h00-08h30	Arrivée des participants et petit déjeuner	Participants	SEP-REDD+, Comité de Pilotage, BAD et Banque mondiale
08h30 – 11h	Travaux en commission	Participants	SEP-REDD+, Comité de Pilotage, BAD et Banque mondiale
11h – 11h15	Pause-café		
11h15-13h	Travaux en commission	Participants	SEP-REDD+, Comité de Pilotage, BAD et Banque mondiale
13h 14h	Pause-déjeuner		
14h – 16h	Présentation de l'état d'avancement des travaux	Participants	Responsables de groupe
16h- 16h15	Pause-café		
16h15 – 17h	Suite présentation de l'état d'avancement des travaux	Participants	Responsables de groupe
Samedi 14 novembre 2015			
7h 00- 9h	Départ de Yamoussoukro pour Didiévi		SEP-REDD+
9h00- 9h30	Visite de courtoisie au Préfet		SEP-REDD+,
9h30- 17h	-Visite plantation de bois énergie - visite d'une plantation industrielle de bois - échanges avec les communautés		SEP-REDD+,
17h30	Retour sur Yamoussoukro		
Dimanche 15 novembre 2015			
8h00 - 14h	Trajet Yamoussoukro - Soubré		
Après-midi	Echange avec la direction de l'OIPR		
Lundi 16 novembre 2015			
8h - 12h	Visite du Parc de Taï		SEP-REDD+, BAD et Banque mondiale
14h-18h	Visite de plantations de cacao Echanges avec les communautés		
Mardi 17 novembre 2015 :			
8h-14h	Trajet Soubré - Abidjan		SEP-REDD+, BAD et Banque mondiale
Mercredi 18 novembre 2015			
8h45-16h15	Restitution des travaux de groupe	Chefs d'équipes	SEP-REDD+, Comité de Pilotage, BAD et Banque mondiale
16h15-17h30	Conclusion de la journée	Marcel Yao	SEP-REDD+, Comité de Pilotage, BAD et Banque mondiale

Jeudi 19 novembre 2015			
8h00-17h	- Rédaction de l'aide mémoire et - Consolidation des travaux de groupe pour constituer le draft zéro du Plan d'investissement	Patrick Chef d'équipe Jean-Paul Chausse/Ellen Tynan	SEP-REDD+, Comité de Pilotage, BAD et Banque mondiale
Vendredi 20 novembre 2015 : Restitution de l'aide-mémoire et accords sur les prochaines étapes			
9 h-11h	Relecture de l'aide-mémoire	Patrick Adeba/Consultant BAD PIF	SEP-REDD+, Comité de Pilotage, BAD et Banque mondiale
	Pause-café		
11h15 – 13h	Relecture de l'aide mémoire	Patrick Adeba/Consultant BAD PIF	SEP-REDD+, Comité de Pilotage, BAD et Banque mondiale
Pause de déjeuner			

Annexe 4 : Rapport de l'atelier de Yamoussoukro

RAPPORT DE L'ATELIER D'ELABORATION DE LA PREMIERE VERSION DU PLAN D'INVESTISSEMENT FORESTIER DE LA CÔTE D'IVOIRE

Yamoussoukro du 10 au 13 novembre 2015

I. INTRODUCTION

Du mardi 10 au 13 novembre 2015, s'est tenue à l'hôtel Président de Yamoussoukro, l'atelier d'élaboration du projet (draft zéro) du Plan d'Investissement Forestier. Cet atelier a vu la participation des représentants de la Banque mondiale, de la BAD, du SEP REDD+, des ministères, structures techniques, universités et centres de recherches, la société civile et une délégation du Bénin. Cet atelier a enregistré au total 53 participants. La liste de présence est jointe en annexe 2.

L'objectif principal de cet atelier était de produire un premier draft du Plan d'Investissement Forestier de la Côte d'Ivoire sur la base du canevas établi par le FCPF.

La modération des échanges a été assurée par Monsieur Dja Manan Lucien, adjoint au coordonnateur national REDD+ et le secrétariat par M. KONE Ossiena Aristide, Assistant technique REDD+ chargé des activités IEC.

II. DÉROULEMENT DE L'ATELIER

2.1 Cérémonie d'ouverture

La cérémonie d'ouverture a été présidée par M. GBELI Léandre (Point focal résilience climatique et PIF de la BAD en Côte d'Ivoire) et M. DJA Manan Lucien (Adjoint du coordonnateur national REDD+).

M. DJA a fait un bref historique du processus REDD+ en Côte d'Ivoire où il a situé le contexte général de l'atelier.

M. GBELI Léandre, pour sa part, a rappelé que beaucoup de moyens ont été déployés et investis dans le cadre de la résilience au changement climatique. Aujourd'hui, il s'agit du Programme d'Investissement Forestier qui est l'un des quatre programmes du Fonds d'Investissement Climatique (CIF). Ce programme vise à soutenir les pays REDD+ dans l'effort de reconstitution du capital forestier à travers la conduite d'actions pilotes.

Comment freiner la déforestation et restaurer le capital forestier ivoirien ? C'est à ce titre que les bailleurs appuient la Côte d'Ivoire. A l'issue de cet atelier, nous devons avoir un premier jet du plan d'Investissement, a-t-il indiqué. Sur ces mots, il a déclaré ouvert l'atelier d'élaboration du draft zéro du Plan d'Investissement Forestier de la Côte d'Ivoire.

2.2 Présentation du canevas du PIF

La première intervention de cet atelier a été celle de M. AKA Jean Paul. Il a de prime abord,

situé le cadre général de travail de groupe devant conduire à l'élaboration du premier jet du plan d'investissement forestier. Il a procédé à la présentation du canevas de rédaction du PIF. Ensuite, il a présenté la composition des différents groupes de travail sur la base des 9 sections du canevas. Ce sont au total huit groupes qui ont été constitués avec une répartition quelque peu homogène entre les représentants des BMD, du SEP et ceux du comité de pilotage désignés dans le cadre du PIF.

Les groupes étaient répartis comme suit :

- le groupe 1 a traité les sections 1 (Description du contexte national et sectoriel) et 3 (Cadre politique et réglementaire).
- le groupe 2 s'est consacré à la Section 2 concernant l'identification des opportunités de réduction des GES et la section 6 relative à l'Identification et aux justifications des projets et programmes à co-financer par le PIF
- le groupe 3 s'est penché sur la section 4 en rapport avec les co-bénéfices attendus de l'investissement PIF.
- Le groupe 4 a abordé la section 5 qui traite de la Collaboration entre les BMD avec d'autres partenaires.
- le groupe 5 a travaillé sur la section 7 traitant du potentiel de mise en œuvre et de l'évaluation des risques.
- Le groupe 6 était en charge de la section 8 qui a trait au plan et instrument de financement.
- le groupe 7 a travaillé sur la section 9 : cadre des résultats.
- le groupe 8 a travaillé sur les annexes 2, relative à la consultation des parties prenantes et 3, traitant de l'information sur la façon dont le financement des mécanismes de subvention dédiés aux peuples autochtones et les communautés locales fera partie du plan d'investissement.

2.3 Brainstorming axé sur la section 6

Ainsi, dans la perspective d'atteindre les objectifs de l'atelier, un brainstorming axé sur la section 6 relative à l'Identification et aux justifications des projets et programmes à co-financer par le PIF s'est tenu sous la direction de M. AKA Jean Paul. Ce brainstorming a consisté en une analyse des circonstances nationales, et à des échanges sur les projets et programmes susceptibles d'être co-financés par le PIF. Les résultats des travaux du brainstorming sur l'analyse des moteurs de la déforestation figurent dans le tableau suivant.

Tableau 1: Analyse des moteurs, des causes sous-jacentes de la déforestation et de la dégradation des forêts

Analyse des moteurs, des causes sous-jacentes de la déforestation et de la dégradation des forêts		
A-1 Forêts classées		
Moteurs directs de la déforestation et de la dégradation des forêts	Acteurs	Causes sous-jacentes de la déforestation et de la dégradation des forêts
1. Extension des surfaces agricoles principalement pour le cacao parmi d'autres spéculations comme le palmier à huile et l'hévéa	<ul style="list-style-type: none"> Petits producteurs de cacao majoritairement des migrants 	1. Pas de matérialisation des limites des forêts classées (méconnaissance des limites)
		2. Croissance démographique et flux migratoire
		3. Plan d'Aménagement et de gestion pour les forêts classées inadaptées au contexte actuel
		1. Conflits entre les agents de la SODEFOR et les populations infiltrées
	<ul style="list-style-type: none"> 	2. Pauvreté pour les populations locales
		3. Abus d'autorité de certains cadres
2. Exploitation forestière illégale et non durable	<ul style="list-style-type: none"> Exploitants forestiers 	1. Pénurie de la ressource forestière dans le domaine rural
		2. Insuffisance du cadre réglementaire et législatif
		3. Faible application des lois
	<ul style="list-style-type: none"> Scieurs clandestins 	4. Faiblesse de la gouvernance des forêts classées <ul style="list-style-type: none"> Non-implication des communautés et des autorités traditionnelles dans la gestion des forêts (Genre à saisir) Faiblesse des capacités humaines et matérielles des agents de la SODEFOR pour la surveillance des forêts Mauvaise redistribution des bénéfices issus de la gestion des forêts classées avec les populations riveraines et les autorités traditionnelles
A-2 Forêts du domaine rural (domaine protégé de l'Etat, Code forestier 2014)		
Moteurs directs de la déforestation et de la dégradation des forêts	Acteurs	Causes sous-jacentes de la déforestation et de la dégradation des forêts
Extension des surfaces agricoles sur brûlis <ul style="list-style-type: none"> Cacao Café Hévéa Palmier à huile Cultures vivrières (riz, igname, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> Petits producteurs avec en moyenne 4ha Les femmes 	1. Faible synergie entre les actions des structures de l'État en charge de l'agriculture et celle en charge des forêts et de l'environnement;
		4. Faible implication du secteur privé et des ONG dans la recherche de solutions et dans leur mise en œuvre;
	<ul style="list-style-type: none"> Producteurs individuels de plus de 30ha 	2. Appauvrissement des sols et recrudescence des maladies et le vieillissement du verger
		3. Coût de l'intensification agricole élevée pour les petits producteurs et insuffisance de politiques efficaces de crédits pour les intrants.
		4. Manque de mesures d'incitations pour la préservation des arbres dans les plantations

		<ul style="list-style-type: none"> • Les producteurs n'ont aucun droit économique ou de propriété sur l'arbre • Les plantations sont détruites par les exploitants forestiers lors du prélèvement de l'arbre • Les producteurs ne reçoivent pas de bénéfice lorsque l'arbre est prélevé dans leurs plantations
	<ul style="list-style-type: none"> • Agro-industriels (cacao, hévéa et palmier) 	5. Perception négative de l'effet de l'ombrage sur le rendement du cacao
		6. Insécurité foncière
		7. Flux migratoires et croissance démographique
		8. Délimitation des terroirs inexistante
		9. Absence d'un schéma régional d'aménagement du territoire
		10. Tendance des producteurs à conserver les pratiques agricoles traditionnelles
2. Exploitation du bois pour l'énergie (bois de feu et charbon de bois)	<ul style="list-style-type: none"> • Communautés rurales • Exploitant de produits secondaires 	1. Faible organisation des exploitants et inexistence d'une filière formelle de bois-énergie 2. Faible rendement des techniques actuelles de carbonisation
3. Exploitation illégale et abusive des essences forestières pour le bois d'œuvre	<ul style="list-style-type: none"> • Industriels du bois 	1. Faiblesse de la gouvernance forestière <ul style="list-style-type: none"> • Pas d'implication des communautés dans l'exploitation et la gestion forestière • Faiblesse des capacités institutionnelles pour le suivi de l'exploitation forestière • Faiblesse des capacités humaines et matériels • Méconnaissance des lois et faiblesse dans leurs applications
	<ul style="list-style-type: none"> • Exploitants forestiers 	2. Faiblesse de mise en œuvre de la stratégie de reboisement dans les périmètres d'exploitation (PEF)
	<ul style="list-style-type: none"> • 	3. Absence d'évaluation du potentiel exploitable dans le domaine rural
	<ul style="list-style-type: none"> • Scieurs clandestins 	4. Absence d'approvisionnement du marché local de bois
A-3 Parc National de Taï		
1. Exploitation minière illicite et clandestine (orpillage)	<ul style="list-style-type: none"> • Exploitants artisanaux (Orpailleurs clandestins) 	1. Insuffisance des moyens humains et techniques pour la surveillance du parc
		2. Faible implication des communautés dans la surveillance des forêts
		3. Taux de pauvreté élevé des populations rurales

Après le brainstorming, les huit groupes ont été constitués. Les réflexions ont été orientées par section à partir des résultats issus du brainstorming. (Voir liste de présence des travaux de groupe en annexe 5)

2.4 Résumé des travaux de groupe

À l'issue des travaux de groupe, chaque groupe a présenté en plénière en présentations PowerPoint et/ou Word les résultats de son analyse au cours de la dernière journée de travail.

- Groupe 1 :

Le groupe a commencé par présenter le contexte de la situation forestière en Côte d'Ivoire suivant les différents domaines.

Les forêts classées au nombre de 231 avec une superficie de 4 196 000 ha font partie du domaine privé de l'Etat et sont réparties sur l'ensemble du territoire. Elles sont principalement destinées à la production de bois d'œuvre, mais sont actuellement très dégradées en cause, une importante infiltration agricole, l'exploitation forestière et l'orpaillage illégal, ainsi que le développement des grands centres urbains.

Les Aires protégées regroupent les parcs nationaux et réserves naturelles, elles couvrent une superficie d'environ 2 100 000 ha. À l'image des forêts classées, elles connaissent aussi des taux de dégradation très variables allant de moins de 0,6 % pour celles du sud-ouest, 1 % du nord, 7 % du sud à 60 % pour le Parc national de la Marahoué.

Le domaine forestier rural couvre la majorité du territoire (70%) et la priorité y est donnée au développement de l'agriculture. Il contient à peine encore entre 2 à 3 millions d'hectares de forêt, mais fournit, à ce jour, près de 90% du volume total de bois exploités dans le pays.

En ce qui concerne **le dispositif législatif et institutionnel**, le groupe conclut qu'il a connu une évolution progressive et que les droits sur la ressource forestière sont toujours détenus par l'État et que finalement les communautés rurales et les paysans n'accordent que peu d'importance à la gestion durable de la ressource forestière (à l'exception des forêts sacrées). Le groupe a indiqué la nécessité *d'impliquer à l'avenir les opérateurs privés du secteur forestier et les communautés locales dans les reboisements, et cela après une analyse détaillée des acquis, les faiblesses et les échecs des différents Plans de Reboisement qui se sont succédé en Côte d'Ivoire.*

- Groupe 2

Pour ce groupe, les opportunités de réduction des Gaz à effet de serre identifiées passent par :

(i) l'amélioration de la productivité agricole ; (ii) la sécurisation foncière ; (iii) le reboisement ; (iv) la rationalisation de l'orpaillage ; (v) la surveillance et le contrôle de l'exploitation forestière ; et (vi) l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'aménagement du territoire.

Après avoir cerné les causes de la déforestation, le groupe a identifié trois programmes qui sont :

- 1) appui à la réduction des pressions de l'agriculture sur les forêts classées et parcs ;**
- 2) appui à la réduction de la déforestation/dégradation des forêts due à l'exploitation forestière incontrôlée ;**
- 3) appui à la sécurisation foncière.**

- **Groupe 3 :**

Les principaux avantages de l'investissement du PIF sont de trois ordres :

Avantages environnementaux : À Terme, l'impact du programme se traduira par une réduction des émissions de gaz à effet de serre avec pour corollaire la résilience des systèmes de production agricole par le renforcement de la durabilité de la production, le renforcement et l'accroissement des stocks de carbone conséquence de la conservation et la restauration des Aires Protégées et des Forêts

Ils permettront aussi de réduire la pression sur les forêts et les aires protégées existantes, ainsi que la conservation et la restauration des habitats naturels importantes pour la biodiversité.

Avantages sociaux : Au plan social, le retour sur investissement du PIF pourrait ouvrir la voie à des modèles de gestion forestière alternative génératrice de revenus pour les populations avec un accès facile aux ressources forestières.

Avantages économiques: Le secteur agricole verra les rendements d'exploitations agricoles améliorer, ainsi qu'une augmentation du revenu des planteurs. Les activités de restauration de couverture forestière avec les multiples incitations (PSE) qui sont prévues permettront aux producteurs d'avoir des revenus supplémentaires et de créer une économie locale basée sur la commercialisation des fruits, la production de charbon de bois et la production des plants d'arbres.

- **Groupe 4**

Les échanges du groupe ont porté sur (i) le cadre de collaboration global des PTF, (ii) la collaboration des partenaires au développement pour la thématique « Environnement et forêt, et (iii) la coopération des BMD dans le cadre du PIF.

Après avoir identifié les principaux PTF de la Côte d'Ivoire, les échanges ont porté sur le cadre de collaboration des bailleurs mis en place en Côte d'Ivoire. Dans ce cadre il existe une coordination générale au niveau des chefs de missions diplomatiques et celle traitant des questions sectorielles organisées en 7 groupes thématiques. La préparation à la mise en place du mécanisme REDD+ et du PIF illustre cette collaboration entre les PTF à travers le groupe thématique sur l'environnement et la forêt. Dans ce même élan de collaboration entre BMD, les ressources du PIF serviront de levier pour mobiliser des ressources additionnelles.

- **Groupe 5**

Pour ce groupe, l'État ivoirien a initié un ensemble de réformes en vue d'améliorer l'environnement des affaires, de promouvoir le partenariat public-privé. Dans le même élan, d'importantes mesures ont été prises dans les secteurs forestiers, agricoles et miniers, dont l'adoption des textes législatifs et réglementaires.

Ce groupe a déterminé les risques liés à l'implémentation du PIF dans le domaine rural et le domaine permanent de l'état.

Domaine rural,

Il a été identifié des risques pour certains secteurs d'activités notamment :

- promotion et réalisation de reboisement villageois avec pour risque l'insuffisance de semences/d'encadrement et la non-appropriation par les populations locales de la mise en œuvre.
- développement de solution énergétique domestique pour les besoins de cuisson avec pour risque le coût et la disponibilité des solutions alternatives, ainsi que l'insuffisance de l'implication de l'État.
- sécurisation du foncier avec pour risque le coût et la durée du processus, les conflits fonciers inter et intracommunautaires.

Domaine permanent de l'État

- le reboisement des zones dégradées avec pour risque l'insuffisance des moyens humains et financiers et la non-disponibilité des semences.
- La gestion participative des forêts classées avec pour risque l'absence de légitimité des représentants de population au niveau des organes de gestion et la défaillance dans le relai des informations à la population.

Au niveau de l'espace Taï (le Parc et sa zone périphérique) les risques identifiés pour les activités de cogestion et de la rationalisation de l'orpailage sont le mauvais fonctionnement des organes de cogestion, la non-adhésion des orpailleurs et la mauvaise gouvernance.

- Groupe 6 :

C'est le groupe en charge de la section 8 qui a trait au plan et instrument de financement. Il se réunira ultérieurement avec les résultats des autres groupes, précisément ceux du groupe 1, afin d'élaborer une esquisse du plan de financement.

- Groupe 7 :

Le cadre des résultats sera élaboré après identification des activités du programme dans le Plan d'Investissement.

- Groupe 8

Participation des parties prenantes

Le groupe a identifié les parties prenantes, ainsi que leur implication dans le processus d'élaboration du PIF. Il a été décrit les perspectives d'implication des parties prenantes en matière de mise en œuvre du PIF.

Le Conseil Café-Cacao et le secteur privé ainsi que le Réseau des médias pour le Changement climatique en Côte d'Ivoire (REMECC-CI) doivent participer activement à l'élaboration et à la mise en œuvre du PIF.

Les partenaires Techniques et Financiers (PTF) actifs dans le domaine de l'environnement avec une longue tradition de coopération et un cadre de concertation permettant d'échanger sur les meilleures approches de partenariat constitueront un pilier essentiel dans la mise en œuvre du PIF.

Le mécanisme pour l'implication des communautés locales dans les activités du PIF :

Trois catégories de communautés locales ont été identifiées :

Les autochtones qui sont considérés comme propriétaire terrien. Leur intérêt pour la forêt est à la fois social, culturel, affectif, spirituel et économique.

-Les Allochtones venant d'autres régions de la Côte d'Ivoire se sont installés dans la zone pour un intérêt économique.

-Les Allogènes sont des non ivoiriens qui ont immigré dans la région à la recherche de terres cultivables et dont l'intérêt pour la forêt est essentiellement économique (cf. RPP Côte d'Ivoire).

Pour chaque catégorie, il a été identifié comment leurs activités contribuent à la préservation ou à la dégradation de la ressource forestière.

Plusieurs initiatives ont été identifiées pour être développées dans le cadre du PIF à l'endroit des communautés locales dans le but d'améliorer leurs conditions de vie.

Ces initiatives conduites par les communautés locales constituent des actions pour lutter contre la pauvreté telles que prévu dans le Mécanisme Spécial de Don et contribueront à l'atteinte des objectifs du FIP. Elles seront mises en œuvre sur la base des principes suivants : (i) la bonne gouvernance dans le secteur forestier et le régime foncier en conformité avec la stratégie REDD+ ; (ii) tenir compte des intérêts de tous les membres des communautés lors de la conception et la mise en œuvre du PIF ; (iii) faire respecter leurs droits de propriété et fonciers : les droits fondamentaux qui sont définis au niveau international et leurs droits coutumiers doivent être pris en compte dans la mise en œuvre de tout projet relatif au PIF et REDD+, (iv) assurer la participation et l'engagement des communautés locales dans la REDD+ ; (v) intégrer la stratégie REDD+ et le FIP dans la politique de gestion des paysages forestiers (vi) assurer le partage des bénéfices équitables des projets exécutés dans le cadre du PIF et de la REDD+ ; (vii) assurer une approche transversale à travers les initiatives et projets qui seront mis en place dans le cadre du PIF.

Pour y parvenir, le groupe préconise une stratégie d'information et de communication qui ciblera les différentes catégories de parties prenantes avec un accent particulier pour les femmes et les jeunes. Cette stratégie s'intégrera dans la stratégie globale de communication ou plan de consultation et de participation de la Côte d'Ivoire développé et mise en œuvre durant la phase de préparation REDD+.

Dans la mise en œuvre de cette stratégie de communication et d'information sur la manière dont le financement du MSD fera partie du PIF, il sera utilisé les médias (TV, radio locale ou de proximité, panneaux d'affichage) et les moyens hors médias (rencontres, séances d'informations et de sensibilisations, gadgets) dans les langues locales.

Les discussions en plénière ont permis de fusionner les travaux de groupe et de consolider les réflexions.

III. CONCLUSION

Après présentation des travaux de groupe et validation de toutes les recommandations de l'atelier, M. DJA a remercié au nom du coordonnateur national du projet REDD+, les participants pour la qualité de leur contribution et leur disponibilité. Enfin, il a convié les participants à la restitution des travaux pour le mercredi 18 novembre à la Banque mondiale .

ANNEXE 5 : LISTE DES GROUPES CONSTITUÉS POUR L'ATELIER DE YAMOOUSSOUKRO

GROUPE 1: RESPONSABLE : JEAN PAUL CHAUSSE

N°	NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	PROVENANCE	CONTACTS
1.	ZAKO Bi Iritié Marc Soumaila	SEP REDD	Assistant technique	Abidjan	Cél. : 08 81 78 31 Email : marc.zako@reddplus.ci
2.	AGNIMEL Adhissy Charles	OIPR	Chargé d'études	Abidjan	Cél. : 09 72 17 47 Email : charles.agnimel@oipr.ci
3.	ACKA Eponou Valerie	MINAGRI/DPPF	Sous Directrice	Abidjan	Cél. : 01 08 03 00 Email : valeponou@yahoo.fr
4.	CHAUSSE Jean Paul	BM	Consultant	Abidjan	Cél. : 07 09 43 06 Email : jchausse@worldbank.org
5.	Col KOFFI Konan J.C	SODEFOR	CT -DG	Abidjan	Cél. : 05 51 48 48 Email : abidkoffi@gmail.com
6.	DJOBENOU C Paul	BAD	Consultant	Abidjan	Cél. : 79 49 14 73 Email : jcdjogbenou@gmail.com

GROUPE 2: RESPONSABLE : ELLEN TYNAN

N°	NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	PROVENANCE	CONTACTS
7.	DOSSAN René Kouakou	MEMIS	Préfet	Didievi	Cél. : 09 72 50 60 Email : dossanrene@yahoo.fr
8.	AKINDELE Sylvain	PGFPR/BM	Chef service aménagement forestier	BENIN	Cél. : Email : akisylva@gmail.com
9.	TYNAN Ellen	BM	Consultant ressources naturelles et environnement	Washington, DC USA	Cél. : +12024137164 Email : ellentynan@gmail.com
10.	KOUAKOU Aphely Amon Auguste	SEP REDD	Assistant technique	Abidjan	Cél. : 07 29 62 49 Email : amonauguste@yahoo.fr
11.	KANGA Kouakou Brice	ONG Teck IVOIRE	Président	Tiebissou	Cél. : 47 9 1 34 47 / 45 59 24 30 Email : teckivoir@yahoo.fr
12.	KONAN Yao Eric Landry	SEP REDD	Assistant technique	Abidjan	Cél. : 77 01 88 91 Email : ericlandry@ymail.com
13.	TEAPOINHI Seponh Stéphanie	MINEF / DEPE	Chargé d'études	Abidjan	Cél. : 07 14 20 01 Email : seponstephanie@yahoo.fr
14.	BOTI Bi Goore Jean Pierre	DR MINAGRI	Chef de service du Foncier rural	Yamoussoukro	Cél. : 07 48 65 27 Email : botyjeanpierre@yahoo.fr

GROUPE 3: RESPONSABLE : JEAN PAUL AKA

N°	NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	PROVENANCE	CONTACTS
15.	AKA Jean Paul	SEP REDD	Assistant technique	Abidjan	Cél. : 09 80 78 88 Email : jpaulak12@yahoo.fr
16.	ATCHORY Jean Venance	SEP REDD	Stagiaire	Abidjan	Cél. : 07 75 56 98 Email : jatchory@yahoo.fr
17.	APO Guillaume Désiré	DR MINESUDD	Chargé de projet / Chef de scc du personnel	Yakro	Cél. : 09 21 38 35 Email : guillaumedesireapo@ymail.com
18.	KOUADIO Konan Bienvenu	CEMOI CI	Responsable cacao durable zone centre	Divo	Cél. : 09 09 53 77 Email : b.kouadio@cemoi.com
19.	KOUAKOU Kouame Marcellin	J communale	S. Organisation	Toumodi	Cél. : 55 26 19 44 Email : kkmarcelin2015@gmail.com

GROUPE 4 RESPONSABLE : LEANDRE GBELI

N°	NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	PROVENANCE	CONTACTS
20.	Leandre GBELI	BAD	Point Focal FIP CI	Abidjan	Cél. : 09 72 51 34 Email : l.gbeli@afdb.org
21.	KOUADIO Amenan Constantine	ASCAFED	Présidente des femmes	DJEKANOU	Cél. : 08 58 61 02 Email :
22.	Mme YOCOLLY Bragori Hélène	MINESUDD BELIER	DR	Yakro	Cél. : 01 19 26 90 / 07 87 63 23 Email : braoren@yahoo.com
23.	LEYAHI Elie	SEP REDD	Assistant technique	Abidjan	Cél. : 57 51 73 65 Email : leyahielie@yahoo.fr
24.	RINSKE AARNOUDSE	IDH			Cél. : 47 30 41 57 Aarnoudse@idhsustainabletrade.com
25.	Salimata FOLLEA	Bm	Spécialiste GRN Chargée du FIP	Washington	sfollea@worldbank.org

GROUPE 5 RESPONSABLE : LUCIEN DJA

N°	NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	PROVENANCE	CONTACTS
26.	GBO Amin	ANADER	Chef division changement climatique	Abidjan	Cél. : 01 11 73 80 Email : amindzamla@gmail.com
27.	KOYA J.C	Cabinet MEMPD	Conseiller Technique	Abidjan	Cél. : 48 24 23 27 Email : koyajc@gmail.com 828
28.	ANGOUA Ehouman Chantal	MIM	Conseiller Technique	Abidjan	Cél. : 09 00 70 96 Email : ehoumanchantal@yahoo.fr
29.	KASSI Yoboua André Serge P.	SEP REDD	Assistant technique	Abidjan	Cél. : 07 40 30 85 Email : sp.kassi@yahoo.fr
HÉ	DJA Lucien	SEP REDD	Adjoint au coordonnateur	Abidjan	Cél. : 79 44 51 20 Email : luciendja@yahoo.fr

GROUPE 6: RESPONSABLE : KOUAKOU

N°	NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	PROVENANCE	CONTACTS
31.	DAO Daouda	CSRS	Consultant FIP	Abidjan	Cél. : 03 48 89 59 Email : daouda.dao@csrs.ci
32.	KOUAO Francis	APROMAC	Responsable formation	Abidjan	Cél. : 02 14 82 08 Email : fkouao@fdh.ci
33.	Sosthène KOUADIO	MPMEF	Chargé d'etudes	Abidjan	Cél. : 08 48 87 04 Email : slarissa.kouadio@gmail.com
34.	KONAN Kouadio		Agriculteur	Didievi	Cél. : 07 43 61 69 Email :
35.	ADEBA Patricl Joel	BM	Consultant Environnement	Abidjan	Cél. : 05 54 04 51 Email : paadeba@worldbank.org
36.	DOGNI Emmanuel	SEP REDD	Assistant comptable	Abidjan	Cél. : 79 44 01 25 Email : dogni.emmanuel@gmail.com

GROUPE 8: RESPONSABLE : GRATIEN

N°	NOM ET PRENOMS	STRUCTURE	FONCTION	PROVENANCE	CONTACTS
37.	OUASSA Kouassi Kouadio Joseph	ARDCI	Consultant	Abidjan	Cél. : 08 13 20 25 Email : ouassajoseph@yahoo.fr
38.	EGNANKOU Wadja Matheiu	SOS Forêts	Président	Abidjan	Cél. : 07 76 92 02 Email : wadjaegnankou@gmail.com
39.	KOUAME Ndri Marie Thérèse	OIREN	Membre du comité de pilotage	Abidjan	Cél. : 01 50 09 71 Email : ndrimaritherese@yahoo.fr
40	BONI Gratién	BM	Consultant	Benin	Cél. : 08 65 29 32 Email : bonigras@yahoo.fr
41.	Nathalie GAHUNGA	BAD	Expert genre	Abidjan	Cél. : 77 30 52 32 Email : n.gahunga@afdb.org
42.	KADJO Alloua	SEP REDD	Assistant technique	Abidjan	Cél. : 45 82 84 82 Email : allouakadjo@yahoo.fr
43.	KONE Ossiena Aristide	SEP REDD	Assistant technique	Abidjan	Cél. : 58 65 48 49 Email : aristidekone42@gmail.com

NOTE TECHNIQUE : ETAT ACTUEL DES RESSOURCES FORESTIERES

I. Etat et tendance des ressources et surfaces boisées.

A. Etat actuel

5. Le patrimoine forestier de la Côte d'Ivoire est constitué de deux domaines :

le Domaine Forestier Permanent de l'Etat. Conformément à la loi du 20 décembre 1965 portant code forestier et au décret du 15 mars 1978, le Domaine Forestier Permanent de l'Etat couvre 6 267 730 ha, soit 20% du territoire national et regroupe l'ensemble des forêts classées (FC), des parcs nationaux (PN), des réserves et des périmètres de protection.

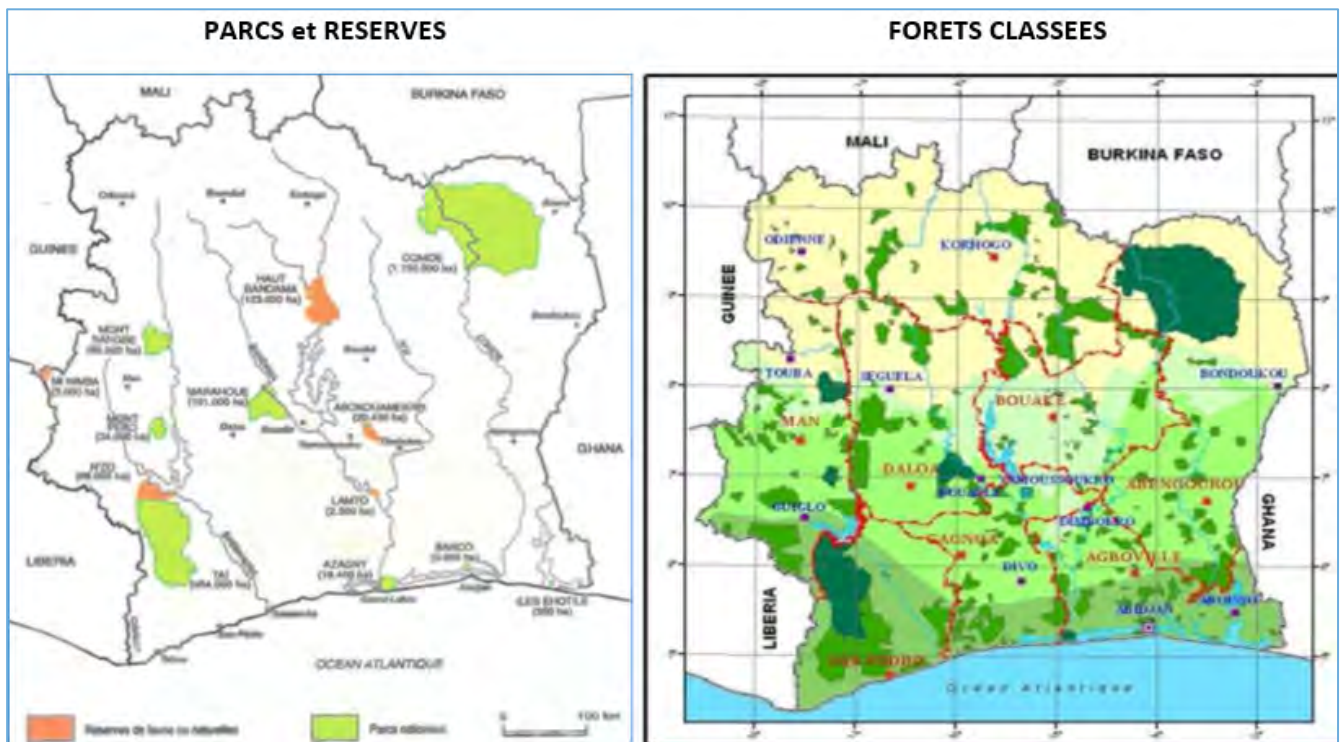
- **Les forêts classées** font partie du Domaine Privé de l'Etat. Le pays dispose de 231 forêts classées d'une superficie globale de 4 196 000 ha, réparties sur l'ensemble du territoire. Leur gestion est principalement orientée vers la production de bois d'œuvre pour la

	Superficie (ha)	%
Zone impropre à l'agriculture	970000	3
Domaine forestier de l'Etat		
• forêts classées	4196000	13
• Parcs et réserves	2072204	06
<i>Sous total</i>		19
Domaine rural		
• Forêts denses	1450000	4,5
• Forêts claires	4680000	14,5
• Savane	9670000	30
• Terres cultivées	9350000	29
<i>Sous total</i>	25150000	78
Total	32240000	100

satisfaction des besoins de l'industrie. Les forêts classées sont actuellement très dégradées en raison de très importantes infiltrations agricoles, d'une exploitation forestière incontrôlée et de l'orpaillage et aussi, de plus en plus, du développement des grands centres urbains (en somme du manque de cohésion et de coordination entre les politiques forestière,

agricole, minière et d'aménagement du territoire.

- **Les Aires protégées** regroupent les parcs nationaux et réserves naturelles, intégrales ou partielles (de faune ou de flore), et font partie du Domaine Public de l'Etat. Elles couvrent une superficie de 2 072 204 ha et constituent un échantillon représentatif des écosystèmes du pays. Le taux de dégradation de ces habitats est variable d'une aire à l'autre : parc de Taï (moins de 1%), parc de la Marahoué (au moins 60%).



Le Domaine forestier rural. Ce domaine couvre la majorité du territoire (70%) et la priorité y est donnée au développement de l'agriculture (en pratique, contrairement à l'article 61 du nouveau Code, aucune autorisation n'est requise pour des défrichements en faveur de l'expansion de l'agriculture). Il contient encore entre 2 à 3 millions d'hectares de forêt mais fournit, à ce jour, près de 90% du volume total de bois exploités dans le pays. Au titre du nouveau Code forestier elles comprennent : (i) les forêts non-classées de l'Etat et des Collectivités territoriales ; (ii) les forêts des personnes physiques et des personnes morales de droit privé ; et (iii) les forêts situées sur des « terres sans maître » (la perpétuation d'un mythe qu'on aurait pu penser définitivement abandonné).

Les Plantations forestières. A côté des forêts naturelles, la Côte d'Ivoire dispose d'un stock net de plus de 300 000 hectares de plantations forestières réparties sur les forêts classées (200 000 Ha) et le domaine rural (100 000 hectares)⁸. Les plantations forestières réalisées par l'administration avant la création de la SODEFOR (1966) sont estimées à environ 10 000 hectares (bilan des réalisations de 1926 à 1966). Depuis sa création en 1966, SODEFOR a réalisé environ 175 000 ha de plantations forestières dont 132 000 hectares en Forêts Classées. De plus depuis la nouvelle loi de 1994 réformant l'exploitation forestière, les exploitants forestiers sont tenus de participer au reboisement (la superficie à reboiser étant proportionnelle aux volumes de bois autorisés à exploiter). Ils ont ainsi réalisé environ 80 000 ha de plantations (dont 60 000 ha dans le domaine rural et 15 000 ha dans les forêts classées) dont une partie assez importante a été détruite.

⁸ Il est difficile d'estimer la superficie totale des plantations qui ont été établies et dont certaines ont déjà été soit exploitées soit détruites par les feux, volontaires ou involontaires.

B. Evolution du couvert forestier.

6. De 16 millions d'hectares en 1900, la forêt dense est passée à 10.3 millions d'ha en 1969 (Orstom, 1969) et aujourd'hui, bien que la superficie actuelle de la forêt ivoirienne ne soit pas connue précisément faute d'étude récente à l'échelle nationale, les estimations les plus optimistes font état de 2,5 millions d'hectares de forêt dense humide⁹. La diminution des superficies forestières est ainsi estimée à plus de 80 % en un peu plus d'un siècle. Le taux de déforestation au cours des années 1970-2004 a été estimé à 200 000 ha/an (un des taux les plus élevés au monde).

Estimation des superficies des divers types de peuplement en 1969 et 2004

Type de peuplement	Superficie (ha) 1969	Superficie (ha) 2004	Var 2004-1969
Forêt dense	10 364 198	3 157 048	-70%
Forêt dégradée	6375 927	4 971 932	-22%
Forêt claire/savane boisée	1 364 013	1 153 263	-15%
Savane arborée, arbustive	7 026 463	8 133 732	16%
Culture ou jachère	5 489 778	12 828 239	134%

Source : BNETD - 2004

7. A l'heure actuelle, les forêts primaires ne représentent plus qu'une portion extrêmement réduite des superficies forestières : 6% en 2010 (625 000 ha) contre 91% (9,4 millions d'ha) pour les forêts naturelles modifiées, et 3% pour les plantations forestières (FAO, 2010).

	Forêts en 2010 (en milliards d' ha)	Forêts en 2010 (en %)
Primaires	625	6
Naturelles modifiées	9 441	91
Plantations productives	337	3
Total	10 403	100

Source : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2010.

8. **Les principales causes directes** de la déforestation et de la dégradation des forêts - que ce soit pour les forêts classées ou pour les forêts du domaine rural - sont (i) la croissance rapide de la population et la vaste expansion d'une agriculture extensive ; (ii) une exploitation forestière incontrôlée de type minier, y compris pour le bois de feu, favorisée par l'insuffisance de protection des forêts classées et dans une moindre mesure des aires protégées, et des déficits de gouvernance importants dans la gestion des ressources forestières; (iii) les feux de brousse (aussi liés à l'agriculture ; et (iv) l'orpaillage¹⁰. **Les principales causes indirectes**, ayant un impact plus large mais très important sur les ressources forestières, sont : (i) la pression démographique et la pauvreté généralisée des ménages agricoles/ruraux qui les obligent à exploiter intensivement les ressources naturelles disponibles; (ii) le manque d'intensification de l'agriculture paysanne et donc les faibles

⁹ Une étude vient d'être lancée par le CET du BNEDT dans le cadre de la préparation de la stratégie REDD+.

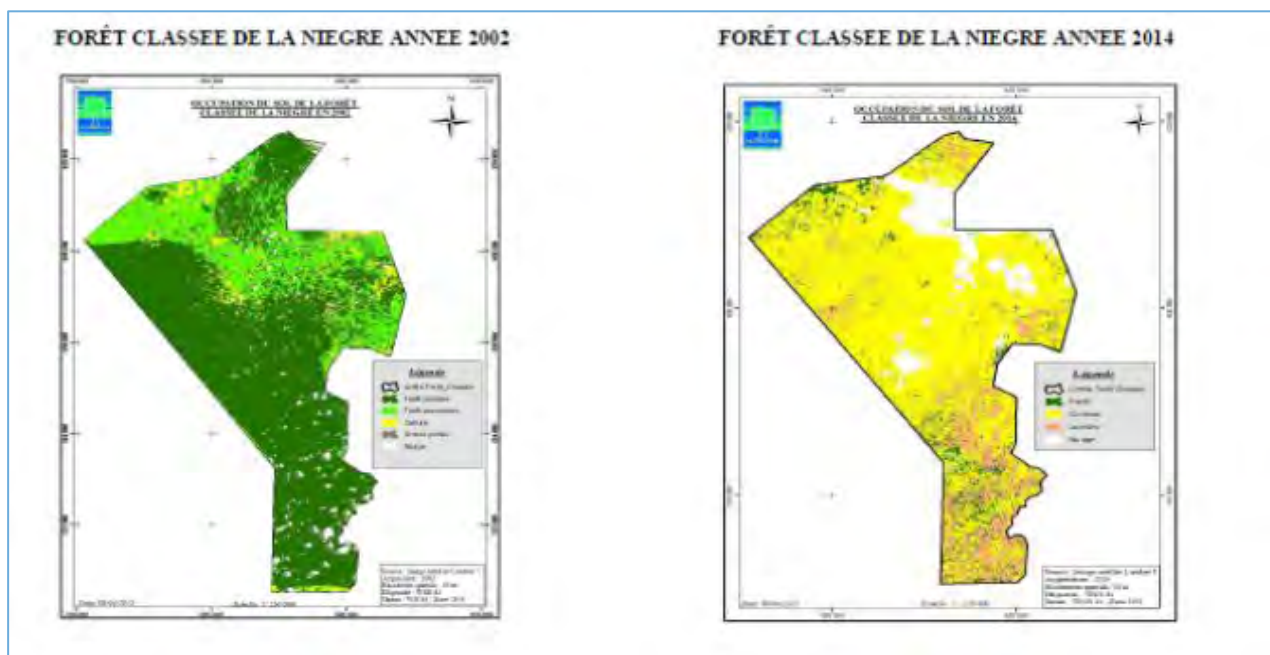
¹⁰ Une étude détaillée sur les causes directes et indirectes de la déforestation et de la dégradation des forêts, lancée dans le cadre de la REDD+, répondra précisément à cette question (l'appel d'offres est en cours).

revenus qu'elle procure, et le manque d'opportunités de revenu alternatifs dans des activités rurales non-agricoles ; et (iii) l'urbanisation galopante dans les zones forestières..

- **Pression démographique.** Une croissance démographique élevée (plus de 3,0% par an jusqu'à la fin des années 90), accompagnée de mouvements migratoires très importants vers la zone forestière encouragés par le gouvernement (pour assurer la mise en valeur rapide du pays) a entraîné une augmentation très rapide de la pression sur les ressources naturelles¹¹. La stagnation de l'économie au cours des dernières décennies n'a pas permis d'offrir les opportunités d'emplois non-agricoles qui auraient pu atténuer la pression humaine sur ces ressources. La reprise d'une croissance économique forte depuis 2012 devrait désormais permettre le décollage d'une économie rurale dynamique, et donc faciliter la protection et la gestion durable des ressources forestières du pays.
- **Expansion agricole.** Le développement de l'agriculture, favorisé par les politiques nationales et une croissance très forte de la population est à la base du « miracle Ivoirien ». Il est aussi de loin la première cause de déforestation. La croissance spectaculaire de l'agriculture Ivoirienne s'est largement faite sur une base extensive très consommatrice d'espace. Les superficies cultivées étaient d'environ 3,0 millions d'hectares en 1970 et de 7,5 millions d'hectares en 1990. Bien qu'aucune donnée fiable ne soit disponible, on estime qu'elles sont de plus de 12 millions d'hectares aujourd'hui. L'agriculture extensive sur brulis a aussi régulièrement entraîné des feux de brousses qui dévastent d'importantes superficies de forêt.

L'expansion des superficies cultivées s'est faite non seulement dans le domaine rural, mais aussi aux dépens de forêts classées et des aires protégées. Les infiltrations agricoles se sont intensifiées depuis 2000 à la faveur de la crise qu'a connue la Côte d'Ivoire et la SODEFOR estime que le taux d'infiltration agricole dans les forêts classées est ainsi passé de 25% en 1996 à environ 50% en 2014, comme le montre l'évolution de certaines forêts classées analysée par photo satellite entre 2002 et 2014, qui ont été quasiment rasées en 12 ans (comme la Forêt Classée de la Niégré, voir ci-dessous). Les 14 aires protégées de la Côte d'Ivoire connaissent, d'après l'OIPR, un taux de dégradation de l'ordre de 10 %, très variable selon les parcs et réserves : 1% pour les deux principaux Comoé et Taï mais 60% pour la Marahoué (60%) et le Mont Peko.

1. ¹¹ Le développement des infrastructures en cours ou attendus dans la zone du PRE -- en particulier le Barrage de Soubré, dont la construction a commencé, et la ligne de chemin de fer San Pédro-District des Montagnes, à l'étude pour l'exploitation des gisements de fer situés près du Mont Nimba -- va encore augmenter l'immigration dans la zone et donc la compétition pour l'accès aux ressources naturelles.



- Les deux leviers les plus importants qui ont propulsé la colonisation agricole des espaces forestiers, au-delà des incitations données par une politique de prix incitative et un soutien politique tacite, ont été (i) la plus grande profitabilité des cultures sur forêt, qui profite de la « rente forestière » offerte par la fertilité naturelle des sols et la moindre pression parasitaire ; et (ii) la course à l'appropriation foncière, encouragée par les déclarations officielles (« la terre appartient à celui qui la met en valeur »). La raréfaction graduelle des terres disponibles dans le domaine rural a accentué la pression sur les forêts classées et les aires protégées, considérées comme un espace « ouvert » appartenant à un maître largement absentéiste. La protection des ressources forestières résiduelles impose désormais à la fois d'en assurer une protection efficace et de promouvoir l'intensification des systèmes agricoles, en proposant aux agriculteurs des technologies appropriées et un accès amélioré aux intrants et conseils, ainsi qu'un instrument efficace et peu coûteux pour bénéficier de la sécurité foncière dont ils ont besoin pour réaliser des investissements sur leurs exploitations.
- **Exploitation forestière.** L'exploitation forestière des bois d'œuvre de Côte d'Ivoire a commencé vers 1880 et s'est progressivement accrue. Elle a en particulier connu un grand essor après l'indépendance, fournissant aussi l'un des vecteurs essentiels pour l'expansion de l'agriculture dans les massifs forestiers. Le volume des coupes a atteint son niveau le plus élevé en 1977 (5,3 millions de m³) avant de décroître à 2,2 millions de m³ au cours des années 90 et à une moyenne de moins de 1,5 million de m³/an à l'heure actuelle. Plus de 90% de la production totale de bois provient aujourd'hui du domaine rural. Selon le MINEEF, la capacité de production de grumes par an serait de 150 000 m³/an pour les Forêts Classées (avec 85 000 m³ de grumes de forêts naturelles et 65 000 m³/an de plantations) et 3,2 millions de m³ par an dans le Domaine Rural (pour ce dernier, un quota maximal de 2 millions de m³ par an a été fixé depuis 1998). Il semble cependant que ces estimations soient surévaluées car la production annuelle totale ne dépasse pas les 1,5 million de m³/an.

Evolution de l'exploitation forestière 1979-2007 (milliers de m3)

Année	Production grumes	Exportations de grumes	Transformation sciages, placages
1979	4952	3199	1753
1985	3260	1506	1754
2007	1469	100 (*)	1469

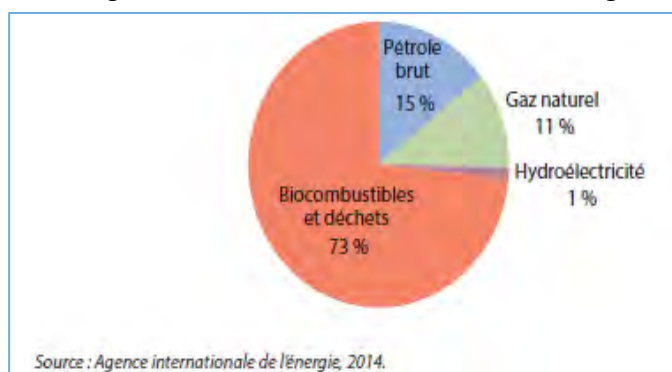
(*) grumes de plantations, principalement du Teck et du Gmelina

Source : SPIB

Vu le manque d'inventaires à grande échelle depuis 1979, il n'existe aucun chiffre fiable sur la richesse des forêts en essences commerciales en particulier dans le domaine rural. Mais il est évident que la ressource se raréfie rapidement (surtout les bois rouges) et que le niveau d'exploitation actuel est non-durable. Les statistiques, entre 2004 et 2010, montrent aussi une baisse régulière de la part des bois "rouges" dans la récolte totale et une augmentation très forte de la proportion de bois blancs (en 2010, les bois blancs représentent 70 % des bois exploités pour le bois d'œuvre).

L'exploitation forestière a longtemps été incontrôlée et faite de façon minière. Ce n'est qu'à la fin des années 1980, dans le cadre du premier Programme Sectoriel Forestier que la SODEFOR a lancé un vaste programme d'élaboration de plans d'aménagement des forêts classées pour en assurer une exploitation pérenne, avec la participation à la fois des industriels du bois et des populations locales. La mise en œuvre de ce programme a permis une très nette diminution des infiltrations agricoles en forêts classées au cours des années 1990-1995. La fin de l'appui des bailleurs de fonds, le manque de volonté politique puis la crise des années 2000 ont cependant entraîné la recrudescence des infiltrations.

- **Bois de feu.** La production de bois de feu est estimée à environ 20 millions de m3 par an actuellement. Les biocombustibles et les déchets, notamment sous forme de bois de chauffage et de charbon de bois, dominent largement (73 %) en tant que source d'énergie



au niveau national. La consommation des ménages est estimée en moyenne à environ 2 kg de charbon de bois et 4,6 kg de bois de chauffe par jour, soit 0,73 tonne de charbon de bois par an. La consommation nationale totale a augmenté fortement ces dix dernières

années, surtout pour le charbon de bois dont la production a augmenté de 22 %, passant de 400 000 tonnes en 2003 à près de 500 000 tonnes en 2012 (soit l'équivalent de 5 millions de m3 de bois anhydre) afin de satisfaire la demande d'une population croissante et de plus en plus urbaine¹². Au cours de la même période, la production de bois de chauffage a également enregistré une hausse, quoique plus modérée (près de 4 %), passant de 8,6 millions à 9,0 millions de m3. La consommation nationale en bois de feu et charbon de

¹² Il y a un écart de 1 à 4 entre les estimations de la FAO et celles du ministère.

bois devrait continuer à augmenter régulièrement au cours des prochaines années et atteindre près de 40,0 millions de m3 en 2050.

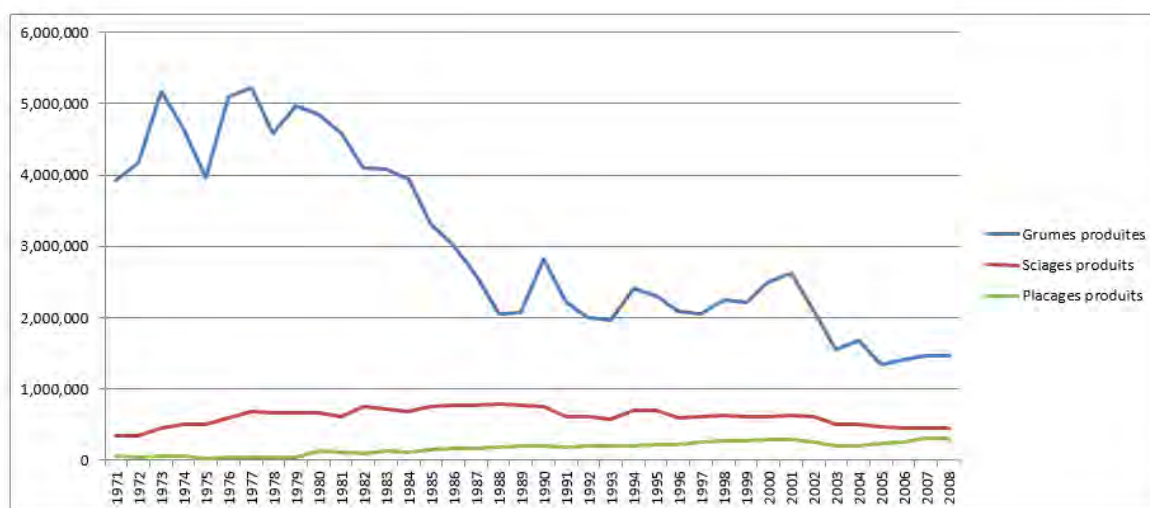
II. Importance économique du secteur forestier et des secteurs affectant les forêts.

9. Le secteur agricole (y compris élevage et forêts) représente environ 25% du PIB, contre environ 1,0%¹³ pour l'industrie forestière. Les exportations de la filière bois s'élevaient à 170 milliards de F CFA en 2007, soit 2% du total des exportations ivoiriennes (probablement beaucoup moins aujourd'hui; ces montants ne tiennent pas compte du commerce avec la sous-région ou du commerce informel) et les recettes fiscales en Taxes d'abattage et DUS étaient de 5,1 milliards de FCFA (comparé aux 12 milliards de 1994). En 2009, les effectifs directement employés par la filière bois s'élevaient à environ 13 000 personnes (plus de 3000 ont depuis été licenciés). En y incluant les emplois indirects on arrivait à environ 50 000 personnes. La répartition des emplois montrait une forte prédominance des emplois peu qualifiés (86%). Quand les activités essentiellement informelles liées au bois de feu sont prises en compte, on estime que le secteur génère environ 400 000 emplois.

10. Pendant longtemps le secteur de l'industrie du bois a joué un rôle moteur dans le développement industriel de la Côte d'Ivoire. Au niveau de la sous-région, la Côte d'Ivoire possède une des industries de bois les plus développées et les plus diversifiées en Afrique subsaharienne, avec une capacité de transformation d'environ 2,8 millions de m3 par an et un chiffre d'affaire de 200 milliards de FCFA. Le secteur est aujourd'hui dans une phase de déclin liée à la raréfaction de la ressource. La crise de 2009 qui s'est traduite par une baisse d'activité de l'ordre de 45% a encore réduit l'impact de la filière. Sur 140 usines agréées en 2012, 80 étaient en activité et seulement 60 ont fonctionné de façon régulière (surtout sciages, déroulage et tranchage). La capacité installée des unités industrielles est largement supérieure à la production de grumes et cela conduit à importer des grumes de Libéria et de la Guinée. La production et les unités de sciages et tranchages diminuent chaque année (le tranchage est en diminution de 24 000 m3 en 2000 à 9 333 m3 en 2007 et .. en 2012). Par contre les unités de déroulage et de fabrication de contreplaqués résistent à cause de la disponibilité en fromager encore suffisante pour maintenir l'actuel niveau de production pendant les dix prochaines années. Les investissements pour une modernisation et adéquation de l'outil industriel à la ressource et aux marchés sont faibles. Le matériel est bien souvent vieux ou obsolète, ne permettant que des rendements de transformation assez faibles.

¹³ Non-compris l'activité bois de feu/charbon de bois qui peut atteindre 1% dans la plupart des pays africains.

Evolution de la production



11. L'avenir du secteur demande une restructuration importante : les unités de transformation devront (i) développer agressivement leurs propres sources d'approvisionnement en développant les plantations et en enrichissant les forêts naturelles et en les gérant de façon durable, au lieu de continuer à pratiquer une politique de « cueillette » de la forêt naturelle comme jusqu'à présent ; (ii) s'équiper pour traiter des bois de plantations ; et (iii) développer leurs sources d'approvisionnement à partir du marché régional. Même si cette restructuration est réussie, il est vraisemblable que de nombreuses unités fermeront dans les prochaines années et que le nombre d'unités de transformation opérationnelles et compétitives tendent d'ici une dizaine d'années vers une trentaine au maximum.

III. Forces et insuffisances des dispositifs de gouvernance des forêts : politiques, cadre législatif et réglementaire, institutions.

A. Le manque de volonté politique et le manque de cohérence des politiques sectorielles.

12. Jusqu'à une date récente, le secteur forestier ne semble pas avoir constitué à proprement parler une priorité gouvernementale au plus haut niveau. La Côte d'Ivoire a clairement opté dès son indépendance pour un développement agricole rapide, basé sur l'exploitation accélérée de ses ressources naturelles, forestières en particulier. Cela s'est traduit par une bienveillance certaine vis à vis des défrichements, même en forêts classées, bienveillance bien perçue par les populations et les autorités judiciaires et qui a rendu difficile le travail des institutions chargées en principe de la protection et de la gestion durable du Domaine Forestier Permanent de l'Etat.

13. Peu d'efforts ont ainsi été faits pour assurer la cohérence des politiques sectorielles nationales (agricoles, énergétiques, minières, sociales...) et leur prise en compte de la gestion durable des ressources forestières et en biodiversité du pays. Un *Comité Interministériel de Coordination et de Pilotage de la Politique Forestière (CICPPF)* a été créé en 2001, composé de douze ministères ayant des actions directes sur le secteur forestier et chargé de coordonner les actions de la politique forestière de 1999, ainsi qu'une *Cellule Technique*

Pluridisciplinaire (CTP) de la politique forestière. Le CICPPF ne s'est cependant réuni qu'une seule fois et a été aboli en 2005. La CTP a aussi rencontré d'énormes difficultés qui ne lui ont pas permis de fonctionner. Elle a aussi été dissoute en septembre 2005. Le manque de coordination entre les ministères sectoriels a grandement contribué à affaiblir l'action des institutions en charge du secteur forestier. Ainsi, des campements clandestins en Forêts Classées ont été érigés en villages ou en communes rurales (notamment celles de Rapides-Grah, Monogaga, Okromodou, Haute Dodo...), des écoles et des centres de santé ont été implantées en forêts classées et officialisées en y affectant des fonctionnaires (y compris dans le Parc National de la Marahoué), et les producteurs de cacao y bénéficient de l'appui technique du Ministère de l'Agriculture.

B. Instabilité institutionnelle.

14. La mise en œuvre de la politique forestière a été compromise par les nombreux changements institutionnels. En cinquante années d'indépendance, l'Administration des Eaux et Forêts a connu dix-huit tutelles ministérielles et vingt-six Ministres, soit un changement de tutelle tous les deux ans et demi. Cette instabilité a entraîné de nombreux changements de stratégie dans la mise en œuvre des politiques de développement forestier qui ont nui à l'efficacité et à la crédibilité de l'action gouvernementale. De même, une très forte implication de la politique dans la gestion de la SODEFOR et des changements fréquents de la Direction Générale ont entraîné un manque de stabilité et de continuité dans les actions de l'entreprise.

C. Insuffisance des moyens humains et financiers.

15. Le financement des activités du Ministère et dans une certaine mesure de la SODEFOR n'est pas suffisant pour leur permettre d'assurer leurs missions. Cela se reflète par un manque de moyens de travail et des contrôles insuffisants en particulier sur le terrain. Ce manque de moyens est particulièrement clair en ce qui concerne le Ministère, et l'empêche d'exercer efficacement aussi son rôle d'orientation et de contrôle y compris sur les activités de la SODEFOR. La SODEFOR manque aussi des ressources humaines nécessaires à sa mission, en quantité et en qualité. Elle compte au total 540 agents dont 52% sont des agents administratifs. Le manque de compétences/formation appropriées de son personnel de terrain est une des causes principales de l'échec du dialogue de l'institution avec les communautés locales.

D. Cadre légal et réglementaire.

16. La loi n° 65/425 du 20 décembre 1965 portant Code Forestier a constitué jusqu'en 2014 le socle législatif en vigueur pour le secteur forestier. Il mettait l'accent sur l'appropriation et la gestion par l'Etat des ressources forestières. Seul le domaine forestier de l'Etat et l'exploitation forestière et l'industrie du bois ont fait l'objet de décrets d'application. Le Code ne définissait pas les modalités de reconstitution et de gestion des forêts des particuliers et des collectivités (bien que cela ait été expressément prévu par le titre VII du Code Forestier), ce qui revenait à considérer ce domaine comme inexistant. Ce vide juridique a constitué une contrainte forte à la diversification de la propriété forestière en Côte d'Ivoire en n'impliquant pas suffisamment les collectivités et les particuliers dans les actions de gestion et de reboisement.

17. Le nouveau Code Forestier, promulgué le 14 juillet 2014, tout en réaffirmant les grands principes de l'action de l'Etat dans le domaine forestier, corrige ces insuffisances. Ses apports juridiques majeurs sont les suivants : (i) la clarification du statut des forêts et de la propriété de l'arbre ; (ii) l'implication des collectivités et des particuliers dans la gestion du secteur ; (iii) le renforcement du cadre institutionnel avec la mise en place d'un cadre de concertation associant le secteur public, le secteur privé, les ONG (organisations non gouvernementales) et les populations ; et (iv) la consécration du principe de participation de la société civile et du principe de gouvernance forestière. Le nouveau Code offre donc un cadre clair et efficace pour la gestion de ressources forestières.

18. Toutefois :

- Si certaines dispositions sont d'application immédiate, d'autres dispositions ne seront applicables qu'à compter de l'adoption des décrets d'application de la loi portant nouveau Code Forestier. À ce jour, aucun texte d'application n'a été pris. Des dispositions du nouveau Code Forestier restent donc à préciser et à encadrer par voie réglementaire.
- Le nouveau Code renvoie pour le domaine rural à la loi de décembre 1998 relative au domaine foncier rural qui a reconnu les droits coutumiers et défini les procédures pour qu'un véritable droit de propriété soit reconnu, y compris sur les arbres naturels ou les plantations se trouvant sur leur sol. L'accession à la propriété de la forêt est donc subordonnée à l'application de la réglementation foncière et à l'accession des personnes privées à la reconnaissance officielle de leurs droits par le certificat foncier. Cela représente une contrainte majeure. En effet, l'obtention d'un certificat foncier est une procédure longue et coûteuse, hors de portée de la plupart des propriétaires coutumiers. De fait, très peu de titres fonciers ont été émis à ce jour (18 ans après la promulgation de la loi, à cause du coût, de la complexité et de la durée de la procédure). La mise en œuvre de Paiements pour Services Environnementaux (PSE), qui demande la reconnaissance claire de la propriété de l'arbre, ne pourra donc s'appliquer qu'à un nombre très limité de particuliers et ne sera donc qu'un instrument peu efficace pour inciter ces derniers à participer à un programme de plantations.

E. Une fiscalité peu incitative.

19. L'un des objectifs explicite de la fiscalité forestière Ivoirienne est d'intéresser les populations rurales à la gestion durable de la ressource. Ainsi, il est prévu que les communautés bénéficient de l'indemnité forfaitaire pour les travaux d'intérêt général (T.I.G), la contribution au développement rural (CDR) qui doivent permettre la réalisation d'équipements socio-économiques (lotissement, construction d'école, de centre de santé, de marché) en faveur des collectivités locales touchées par l'exploitation. Dans la pratique cependant, la plupart des fonds provenant de ces prélèvements pour travaux d'intérêt général ne sont pas investis au niveau des collectivités villageoises directement concernées (il est estimé qu'elles ne bénéficient que de 0,5% des recettes générées par la forêt) d'où leur manque d'intérêt à la protection et à la gestion de la ressource forestière. Les opérateurs privés du secteur, font eux face à une fiscalité et parafiscalité très élevée. Aux nombreuses taxes payées à l'Etat, il y a lieu d'ajouter toute une série de revenus spéciaux non fiscalisés, mais dont tout exploitant doit s'acquitter pour pouvoir sortir ses bois. Face à cette

accumulation de taxes, il existe peu de mesures incitatives (réduction de la fiscalité, subventions) pour que les opérateurs s'engagent dans la gestion forestière durable.

20. Une réforme de la fiscalité forestière avait été proposée en 1996 puis en 2001, dans le cadre de la nouvelle politique forestière de 1999, visant à en améliorer l'efficacité et en particulier à mobiliser la participation active des populations rurales et des opérateurs du secteur à la protection et au développement du patrimoine forestier. Cette réforme n'a pas abouti. Elle est cependant nécessaire pour faire de la fiscalité forestière un instrument efficace de la politique du gouvernement, politique axée notamment sur la protection et le développement de la ressource ligneuse avec la contribution de tous (Etat, gestionnaires de la forêt, populations concernées).

IV. La gestion des Forêts Classées et des Aires Protégées.

A. Le Plan Sectoriel Forestier (PSF).

21. L'exploitation des forêts classées a longtemps été incontrôlée et faite indistinctement de celles du domaine rural, ce qui a entraîné un important gaspillage de la ressource. A la fin des années 1980, la SODEFOR a lancé dans le cadre du Programme Sectoriel Forestier (PSF) un vaste programme d'aménagement des forêts classées pour en assurer une exploitation pérenne, avec la participation à la fois des industriels du bois et les populations locales. Le PSF incluait : (i) la démarcation des limites et une surveillance renforcée des forêts classées; (ii) la préparation de plans d'aménagement détaillés pour ces forêts et leur mise en gestion en partenariat avec des compagnies privées, (iii) la participation effective des populations locales, riveraines et celles installées au sein des Forêts Classées, aux décisions en matière de gestion de ces espaces ; (iv) la préparation d'un plan d'utilisation de l'espace/gestion de terroir et d'intensification agricole pour la zone tampon des forêts classées; et (v) le renforcement des capacités de toutes les institutions concernées : Ministère de l'Agriculture, Ministère des Eaux et Forêts et SODEFOR. L'objectif était de trouver une juste mesure entre le respect des lois (protéger les Forêts Classées, empêcher toute nouvelle infiltration et gérer/réduire les infiltrations passées) et celui des droits des populations locales¹⁴ en alignant toutes les parties ayant un intérêt dans la gestion pérenne de la ressource -- Etat, populations riveraines, opérateurs privés – autour de plans d'aménagement de la FC et des zones environnantes.

22. Ainsi :

- Des conventions de partenariat ont ~~ainsi~~ été conclues entre la SODEFOR et trois industriels pour trois forêts classées de près de 100 000 ha chacune. L'objectif principal de ce type de conventions était d'impliquer les industriels dans la gestion durable et la restauration du couvert forestier par : (i) un contrat d'approvisionnement à long terme par lequel la SODEFOR réserve la forêt classée à l'industriel signataire ; et (ii) une obligation de participer à la protection de la forêt, à la réalisation de certains travaux (délimitation, création et entretien des pistes) et à l'enrichissement et au reboisement de la forêt.

¹⁴ Il serait important de définir très précisément ce que sont ces "droits".

- Des Commissions Paysans-Forets (CPF) ont été créées pour instaurer un dialogue social et permettre la prise en compte des facteurs sociaux et agro-économiques intervenant dans la gestion durable des forêts classées et la cogestion de l'interface agriculture-forêt avec les populations de manière consensuelle à travers un forum de discussion et de décision. Les CPF regroupe autour des représentants paysans riverains de la forêt classée concernée, des paysans installés en forêt classée, les administrations locales, des opérateurs économiques et la SODEFOR.
- Des Plans d'aménagement socio-économique des forêts classées et de leurs zones tampons ont été préparés -- pour prendre en compte les aspects sociaux, économiques et culturels des populations infiltrées et des populations riveraines des forêts classées - comprenant : le recensement des ménages et les enquêtes socio-économiques et la rédaction de plans de réinstallation de certaines exploitations situées dans les zones de protection des FC soit dans les séries agricoles définies au sein de ces FC par le plan d'aménagement soit dans la zone tampon. Les populations riveraines étaient sensées bénéficier de cette gestion de plusieurs façon : les taxes de superficie et le financement d'infrastructures sociales ; la participation dans des travaux collectifs tels que l'ouverture des limites et les reboisements ;
- Les capacités de la SODEFOR ont été considérablement renforcées pour mener à bien cette mission.

B. Les acquis et les échecs.

23. Cette approche a réussi à réduire considérablement les nouvelles infiltrations agricoles au sein des Forêts classes concernées pendant la période 1991-95 (moins de 10,000 ha en 4 ans contre 50 000 ha par an en moyenne pendant les dix années précédentes). Bien que les infiltrations aient repris des 1995, à la suite de la dévaluation du FCFA, d'un environnement politique moins favorable (élections) et de la diminution du soutien des bailleurs de fonds, la stratégie de la SODEFOR a montré qu'elle pouvait être efficace pour la protection et gestion durable des forêts classées, surtout si des améliorations sont apportées pour mieux impliquer les populations locales.

24. En effet, la stratégie de réinstallations des populations à l'extérieur des forêts a largement échoué et les commissions paysans forêts n'ont pas donné les résultats escomptés. Moins de 100 familles ont été réinstallées en zone tampon (sur environ 43 000 résidant dans les forêts classées concernées), en partie à cause de la difficulté d'y trouver des zones d'accueil. Les Commissions Paysans-Forets n'ont pas fonctionné de façon satisfaisante, pour plusieurs raisons : (i) le peu d'engouement des populations pour l'abandon de leurs plantations ou même l'arrêt de leur extension CPF; (ii) le manque de formation, et quelquefois même l'hostilité, de certains agents de la SODEFOR vis-à-vis de cette forme nouvelle approche de dialogue avec les paysans et la faiblesse de l'encadrement SODEFOR pour animer une telle approche; (iii) la perception par les population que les CPF, largement dominées par les autorités administratives, avait pour but d'imposer des décisions prises unilatéralement par la SODEFOR et non d'aboutir à un véritable consensus ; et (iv) le travail de sabotage des cadres locaux.

C. La période récente.

25. Malgré la longue crise politique des dix dernières années et l'arrêt des financements extérieurs dont elle bénéficiait, la SODEFOR a continué sa politique de partenariat avec le secteur privé. Des conventions ont ainsi été établies depuis 2004, pour la gestion durable de 40 forêts classées sur la base de plans d'aménagement. La SODEFOR a abandonné sa politique de réinstallation des exploitations dans les séries agricoles des forêts classées ou à l'extérieur de ces dernières au profit d'une contractualisation avec les exploitants leur permettant de garder leurs plantations jusqu'à la fin du cycle de production tout en permettant leur con-plantation avec des essences forestières essentiellement locales.

26. Les CPF sont très largement en sommeil. A contrario, la SODEFOR a opté, dans le cadre d'un processus de développement communautaire, pour la mise en place d'organes locaux de cogestion (les Commissions-forêts villageoises et les Comités villageois de surveillance), installés de façon participative dans les principales communautés riveraines et ayant de ce fait une prise beaucoup plus directe sur la gestion de chaque forêt classée (discussion des plans d'opération, participation aux patrouilles de surveillance contre rétribution, etc.). La SODEFOR n'a pas les ressources nécessaires pour mettre en œuvre cette stratégie de reprise en main des forêts en situation post-crise.

D. Options pour la gestion future du secteur.

27. La réhabilitation du domaine forestier permanent de l'Etat passe obligatoirement par (i) une bonne connaissance de la ressource et la définition de plans opérationnels pour sa gestion durable ; l'affirmation de l'Etat en tant que propriétaire et gestionnaire de la ressource dans les forêts classées; un partenariat public-privé renforcé pour mobiliser les ressources financières et techniques nécessaires ; et un règlement positif des conflits entre l'agriculture et la forêt, avec le souci d'aboutir à des situations humaines, sociales et juridiques satisfaisantes pour tous, ainsi qu'à une réelle association des populations riveraines à la gestion des forêts de l'Etat et à une juste redistribution des revenus générés. La stratégie initiée par la SODEFOR dans le cadre du PSF semble être prometteuse pour atteindre ces objectifs. Elle devrait donc être poursuivie, avec les améliorations nécessaires :

- *Partenariat avec le secteur privé* : un audit des 40 conventions vient d'être réalisé. Il propose certaines améliorations mais recommande fortement que cette approche soit poursuivie et étendue à d'autres forêts classées ;
- *Gestion durable*. Les forêts classées devraient toutes être dotées de plans d'aménagement. A l'heure actuelle, seuls 90 plans d'aménagement et plans de gestion ont été réalisés pour une superficie totale de 2,5 millions d'ha soit 61,4% de la superficie totale des forêts classées et 40 plans d'aménagement ont été approuvés. De plus, la plupart des plans d'aménagement approuvés demandent à être actualisés
- *Participation des populations locales*. De nouvelles structures de concertation avec les populations locales doivent être mise en place, représentatives et participatives, qui permettent un véritable partenariat avec ces populations pour la cogestion de la ressource et le partage des bénéfices qu'elles procurent ;

- *Renforcement des capacités de la SODEFOR.* Les capacités de la SODEFOR doivent être renforcées, sur le plan humain, financier et institutionnel. Un audit institutionnel et organisationnel de la SODEFOR devrait être fait pour déterminer la nature et l'importance du soutien nécessaire, et les approches les plus efficaces pour l'apporter. La préparation d'un contrat plan avec l'Etat, assorti d'objectifs spécifiques en matière de performance, pourrait être une option à envisager.

V. Exploitation des forêts naturelles dans le domaine rural

A. Le cadre juridique et réglementaire.

28. Depuis l'indépendance, l'usufruit de la terre dans le domaine rural a été accordé aux paysans qui la mettent en valeur et, ainsi que l'exprime le décret du 15/03/78, « le domaine forestier rural constitue une réserve de terres pour la mise en valeur agricole et, en attendant son aménagement, est exploité pour son bois ». Avec la promulgation de la loi de décembre 1998, les paysans ont maintenant la possibilité de faire reconnaître leurs droits coutumiers et d'acquérir des droits de propriété foncière (certificat puis titre), qui leur donnent la propriété non seulement de la terre mais aussi de la ressource forestière qui y est associée. A terme donc, les paysans vont devenir propriétaires non seulement du sol mais aussi des arbres qui s'y trouvent. Il est clair cependant que cette évolution ne se fera que très progressivement. Là où l'Etat n'a pas concédé de droits de propriété foncière à des individus ou des collectivités, les droits sur la ressource forestière sont toujours détenus par l'Etat.

29. L'exploitation forestière dans le domaine rural a été réorganisée par la réforme forestière de 1994 (décret n° 94-385 du 1er juillet 1994). Les 1 800 Permis Temporaires d'Exploitation (PTE), d'une superficie d'au moins 2 500 ha chacun et d'une durée de 5 ans renouvelables, ont été remplacés par 382 Périmètres d'Exploitation Forestière (PEF) avec une superficie moyenne d'environ 25 000 ha chacun, situés au sud du 8ème parallèle et totalisant une superficie de 14 millions d'ha. Les PEF confèrent aux concessionnaires un droit d'exploitation forestière exclusif pour une durée initiale de 10 ans (les activités sont assujetties à une autorisation annuelle). Les concessionnaires doivent en principe élaborer des plans d'aménagement sur la base d'un inventaire de la ressource. Les concessionnaires ont aussi l'obligation de délimiter leurs périmètres et de les surveiller pour empêcher toute exploitation frauduleuse.

30. Les concessionnaires doivent finalement s'acquitter de certaines obligations : (i) respecter les normes d'exploitation fixées par l'Etat, (ii) s'acquitter des taxes forestières spécifiques (d'attribution, d'abattage, de superficie), (iii) contribuer au développement local par le versement d'autres taxes – Taxe d'Intérêt General (TIG) et Taxe de Contribution au Développement Rural (CDR) -- destinées à indemniser les populations locales pour les dégâts occasionnés par l'exploitation forestière, et/ou la réalisation de travaux d'intérêt général. Ils doivent finalement reboiser chaque année une superficie évaluée au prorata du volume de bois exploité dans leur(s) PEF (1 ha pour 250 m3 prélevés en zone forestière et 1 ha pour 150 m3 prélevés en zones pré-forestières).

31. En principe, les communautés rurales sont impliquées dans le suivi de l'exploitation forestière par l'intermédiaire d'un *Comité de Suivi de Gestion des Périmètres d'Exploitation Forestière (CSCPEF)* pour chacun des PEF. Ces Comités sont consultatifs. Ils ont pour mission de résoudre les questions liées à l'exploitation forestière dans le PEF et à la création volontaire de plantations de bois d'œuvre dans le domaine rural.

B. Les pratiques réelles sont cependant éloignées du cadre théorique ci-dessus.

32. En effet :

- L'attribution des PEF se fait sans l'obligation préalable d'élaborer un plan d'aménagement forestier. L'exploitation forestière dans les PEF se fait dans le meilleur des cas par l'intermédiaire de simples plans d'exploitation visant seulement à satisfaire les besoins de l'exploitant. Le contrôle effectif du mode d'exploitation et des volumes prélevés est quasiment inexistant faute du manque des données essentielles sur la ressource, de moyens des agents des eaux et forêt, et aussi de graves problèmes de gouvernance. Cela favorise une exploitation minière de la ressource forestière et de nombreuses infractions dans l'exploitation (non-respect du cahier des charges) et le convoyage des produits forestiers.
- Très peu de CSGPEF ont été créés et, dans les rares cas où ils l'ont été, ils ne fonctionnent pas ou fonctionnent de façon non-satisfaisante. Ils sont présidés par le Préfet et, bien que comprenant des représentants des villages et des OPA concernés, sont fortement dominés par l'administration.
- La TIG et la CDR, prévues au profit des communautés villageoises, même quand elles sont acquittées, ne leur sont jamais reversées (on estime que les communautés locales bénéficient de 0,5% des recettes fiscales totales du secteur) ;
- Les communes rurales et les paysans, qui se sentent dépossédés d'une ressource dont ils pensent être propriétaires, ont développé une pratique de transaction directe avec les exploitants forestiers, tant au plan collectif qu'au plan individuel. L'accès aux arbres de l'exploitant est soumis à des négociations avec les chefs de villages et de familles et donne lieu à la fois à des travaux/infrastructures collectives (qui auraient dû être financés par la TIG et la CDR) et à un paiement au propriétaire coutumier de la parcelle concernée.

C. Le système actuel des PEF ne permet pas la mise en œuvre d'une gestion durable de la ressource.

- Les communautés locales ne profitent pas des revenus tirés de la forêt (voir ci-dessus) et les paiements faits par les exploitants forestiers aux communautés/paysans se font cependant dans des conditions très déséquilibrées en défaveur des communautés locales et des propriétaires coutumiers, par manque d'information et aussi du fait que le règlement des litiges par l'administration se fait en général à leur détriment.
- Les communautés rurales et les paysans n'accordent que peu d'importance à la gestion durable de la ressource forestière (à l'exception des forêts sacrées), sauf comme réserve foncière destinée à être mise en valeur dans l'avenir, par eux-mêmes ou leurs enfants, au vu du moindre intérêt économique qu'elle représente en comparaison avec une mise en valeur agricole.

- Même pour les exploitants intéressés par la gestion durable et la certification qui souhaiteraient mettre en œuvre un plan de gestion (y-compris enrichissement et reboisement), le système actuel des PEF ne garantit pas un approvisionnement durable sur le long-terme. Il faudrait pour cela qu'ils puissent bénéficier de baux emphytéotiques sur des terres mises à leur disposition par des personnes (physiques ou morales) intéressées disposant de titres fonciers.
- Les opérateurs privés du secteur, font face à une fiscalité et para fiscalité très élevées, et a de nombreux « prélèvements » officieux qui réduisent leur compétitivité et sont de puissants freins à une éventuelle implication dans la gestion durable de la ressource ou à des opérations de reboisement : la taxe de superficie, la taxe d'intérêt général (TIG), les taxes d'abattage, le droit unique de sortie (DUS), les quotas à l'exportation, les frais de route homologué (BRH) encaissés par les cantonnements forestiers, les taxes de stationnement prélevées par les mairies.... Face à cette série de taxes, il existe peu de mesures incitatives (réduction de la fiscalité, subventions) pour que les opérateurs s'engagent dans la gestion forestière durable

D. Le résultat a été l'échec des reboisements dans le domaine rural.

33. Le total des surfaces des plantations (en existence) est estimé aujourd'hui à environ 300 000 ha. Elles sont presque toutes situées dans les forêts classées. Comme mentionné ci-dessus, la loi de 1994 réformant l'exploitation forestière fait obligation aux exploitants forestiers de participer au reboisement. Ces reboisements doivent être entretenus pendant trois ans par l'exploitant avant leur rétrocession à ceux qui ont cédé les terrains. A la fin de cette échéance, la responsabilité du suivi des peuplements revient à l'Administration forestière. Ces reboisements ont débuté en 1996. Mais, face aux difficultés rencontrées pour trouver des terrains dans le Domaine Rural, à la destruction des reboisements par les paysans et les feux de brousse, le Ministère a permis aux concessionnaires de PEF de réaliser leurs reboisements dans les forêts classées même autorisé ceux qui ne voulaient pas ou ne pouvaient pas faire du reboisement à payer à l'Etat une compensation de 300 000 FCFA par ha.

34. De plus, les terres 'disponibles' pour faire des reboisements manquent dans le domaine rural. Les collectivités rurales ne sont que faiblement impliquées et n'ont pour l'instant que peu pris conscience de l'importance de la préservation des ressources naturelles. Il n'existe pas de plan de zonage du territoire permettant d'identifier et de délimiter les zones à vocation forestière pour préserver ce qui reste de forêts naturelles et identifier les terres à reboiser. De leur cote, les paysans ne sont que très peu intéressés à faire des reboisements sur leurs parcelles vu que les revenus des cultures agricoles sont plus élevés et plus immédiats. Finalement, le statut des reboisements compensatoires réalisés dans le domaine rural sur leurs parcelles n'est pas clair.

35. Le résultat de cette politique de reboisements dans le domaine rural est décevant. Ils ont avoisiné 7 000 ha/an, ce qui est très loin de compenser les prélèvements effectués. On estime en effet qu'entre 1996 et 2007, 76 000 ha ont été reboisés dont 57 500 dans le domaine rural et 18 500 dans les forêts classées, des superficies très largement insuffisantes pour compenser une exploitation forestière estimée à environ 30 million m³ de bois d'œuvre pendant la même période, dont plus de 25 millions de m³ provenant du domaine rural (sans

compter la collecte de bois de feu)¹⁵. De plus, bien qu'il n'y ait pas de données fiables sur l'état actuel des plantations réalisées dans le domaine rural, il est très probable qu'une partie importante de ces plantations n'existe plus à cause d'un manque de suivi, des défrichements et des feux de brousse.

E. Le besoin d'impliquer à l'avenir les opérateurs du secteur et les communautés locales dans les reboisements.

36. La réalisation de reboisements à grande échelle par les industriels ou autres privés est indispensable pour reconstituer un potentiel forestier dans le domaine rural, et sur l'ensemble du territoire. Les reboisements nécessaires ne sont cependant pas envisageables tant que les contraintes de base relatives à la question foncière et l'absence d'un plan d'aménagement du territoire ne seront pas levées. La question est donc, au-delà des approches et prescriptions habituelles, de déterminer les avenues réalistes pour faire évoluer le cadre juridique et incitatif pour permettre les reboisements et la gestion durable des ressources forestières dans le domaine rural.

37. Le facteur fondamental est de fournir un cadre foncier sécurisé aux différents acteurs intéressés (concessionnaires, communautés, paysans, secteur privé, investisseurs). Le nouveau Code forestier limite encore fortement cette possibilité en affirmant la propriété exclusive de l'État sur l'ensemble des forêts, sauf sur les parcelles qui bénéficient d'un titre de propriété (moins de 2% des terres rurales). Il est évident que le transfert de la propriété de l'arbre vers les paysans/communautés par la mise en œuvre effective de la loi de 1998 prendra beaucoup de temps. Il faut donc mettre en place des dispositions transitoires favorisant les reboisements dans le domaine rural si l'on veut arrêter sa déforestation/dégradation rapide. Le zonage des zones agroforestières, soit à cause de considération environnementales soit à cause de leur vocation qui y rend l'agriculture moins productive, et la reconnaissance de l'usufruit (par l'intermédiaire de baux temporaire transférables) de la ressource foncière et forestière aux communautés villageoises et des partenariats publics-communautés/privés pour le reboisements et l'exploitation forestière associée pourraient être un scénario à considérer (cela semble être en conformité avec la stratégie forestière du Gouvernement exposée dans la déclaration de Politique Forestière de 1999 et la Politique Forestière 2000-2015).

38. Finalement, il serait important de procéder à une analyse détaillée des acquis et des faiblesses des différents Plans de Reboisement qui se sont succédés en Côte d'Ivoire, et de tirer les leçons de leurs échecs. Il serait aussi opportun de reconsidérer les recommandations faites en 2012 par l'IOBT pour le développement des plantations forestières et leur gestion durable. Les thèmes principaux à aborder sont : (i) le statut de l'arbre, naturel et de plantation; (ii) les incitations à donner aux reboisements, collectifs ou particuliers ; (iii) le mode d'accès et de gestion de la ressource ; (iv) la préservation de l'intérêt public tout en permettant l'initiative privée ; et (v) la rentabilité des investissements dans le reboisement et l'identification des dispositions fiscales ou d'incitation à mettre en place pour leur promotion.

¹⁵ Le volume de bois exploité annuellement en Côte d'Ivoire est estimé à environ 2,5 millions m³ de bois d'œuvre et 20 millions m³ de bois de feu.

Annexe 7 : Rapport provisoire de visite de terrain

RAPPORT DE MISSION DE TERRAIN DE LA PREMIERE MISSION CONJOINTE BANQUE MONDIALE-BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT PAR RAPPORT AU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT FORESTIER de la RCI

Du 14 au 17 novembre 2015 (Didiévi, Soubré et Méagui)

I. Contexte

Une mission mixte de la Banque Mondiale (Bm), de la Banque Africaine de Développement (BAD) et de l'équipe du Secrétariat Exécutif Permanent du REDD+ (SEP-REDD+) a séjourné dans les localités de Didiévi, Soubré et Méagui du 14 au 17 Novembre 2015. Elle visait à consulter les acteurs locaux sur les questions du couvert forestier en vue de collecter des informations d'ordre pratique qui serviront à consolider le plan d'investissement forestier en cours d'élaboration.

L'équipe de la mission était composée comme suit:

Banque mondiale

- TYNAN Ellen, Spécialiste en Gestion des Ressources Naturelles et en Environnement (Consultante) ;
- BONI Gratien, Spécialiste en développement social (consultant) ;
- ADEBA Patrick, Spécialiste en environnement (Consultant),

Banque Africaine de Développement

- GBELI Léandre, agro-économiste

Partie ivoirienne, équipe du SEP REDD+ :

- DJA Manan Lucien
- KASSI Serge Pacome
- KESSE Jean Marc

II. Synthèse des activités de la mission

Cette mission a été marquée par trois étapes majeures :

- Visite des initiatives et consultations des populations de Didiévi ;
- Consultation des populations riveraines au parc National de Taï (Sagboya-V6 et Sarakagui);
- Consultation des populations de Krohon (Méagui).

2.1 Didiévi

La délégation mixte est arrivée dans la matinée du samedi 14/11/2015 à Didiévi. Elle a été accueillie par le Préfet de ce département. Après les salutations d'usage, le Préfet a fait l'état de la gestion des ressources ligneuses de son département, ses enjeux de conservation, les pressions et sa gestion actuelle. Des échanges assez enrichissants ont fait suite à une séance de travail avec la programmation des consultations et la définition d'un plan de visite de terrain et des dispositions pratiques à prendre.



Photo 1 : Séance de travail avec le préfet du département de Didiévi

- **Consultation des populations**

Plusieurs couches de la population locale ont été consultés au cours de la séance d'échanges qui a eu lieu à la préfecture de Didiévi (photo 2) : Corps préfectoral, chefferie, confession religieuses, présidents et responsables de coopératives, agents des eaux et forêts, planteurs individuels ou regroupés en association, membre de l'administration publique et écoliers.

Au cours de ces échanges, les participants ont posé des questions qui étaient majoritairement en relation avec la durée de vie d'un arbre pour être économiquement rentable, le coût d'opportunité de planter des arbres et de préserver la forêt.

Les chefs traditionnels ont mentionné certaines causes majeures de la déforestation dans la zone de Didiévi notamment le non-respect des us et coutumes par les allogènes, l'exploitation forestière et des moyens de lutte. Des réponses ont été tour à tour apportés par l'administration forestière, le Préfet et les membres de la mission conjointe. Ces séances se sont poursuivies avec les échanges du spécialiste en développement social avec les différentes catégories présentes ou représentées notamment les chefs traditionnels, les producteurs de café-cacao, les autres catégories d'agriculteurs et les associations de femmes. Lors de ces échanges, les chefs traditionnels ont émis le souhait d'être appuyés dans la valorisation des pratiques culturelles qui préservent l'arbre et la forêt. Quant aux producteurs de café-cacao qui bénéficient actuellement de l'appui de l'ANADER et du Conseil du Café et du Cacao, ils souhaitent l'adoption des textes qui protègent les plantations privées d'essences forestières. Les associations de femmes dont les effectifs atteignent parfois 100 personnes comptent parmi leurs membres des productrices de café-cacao

Le Préfet a expliqué à la mission de l'existence d'un projet pour la mise en place de 827 ha de plantations de bois, avec 71 demandes de plants provenant des femmes.



Photo 2 : consultation des populations de Didiévi

- **Visite de terrain**

Cette visite a permis d'apprécier non seulement l'état de la flore dans la zone de Didiévi, mais aussi certaines initiatives développées par le Préfet et les communautés locales notamment la réserve de la paix créée le 25 juin 2014 dans le cadre du Programme d'Assistance Poste Crise (PAPC).

✓ ***Reboisement pour la paix***

Dans le but d'inciter toute la population de Didiévi à la préservation des ressources forestières et au reboisement et assurer la cohésion sociale; le Préfet de ladite localité a organisé dans le mois de Juin 2014 une journée pour la paix, durant laquelle toutes les communautés et couches sociales de la Préfecture de Didiévi se sont réunies dans le domaine de la Préfecture pour planter des arbres (*accacia magium*, *tectona grandis*) (photo 3). Selon le Préfet, tous les acteurs présents à cette journée ont planté un arbre.



Photo 3 : Visite du périmètre de reboisement effectué dans le cadre de la paix à Didiévi.

✓ ***Reboisement du lycée moderne de Didiévi***

Dans le but d'initier les élèves du département de Didiévi aux techniques de reboisement et à l'agroforesterie, le Préfet dudit département a mis en œuvre des reboisements au lycée moderne de Didiévi. Ces reboisements ont constitué en (1) une plantation de teck pour initier les élèves aux méthodes de planting d'arbres (photo 4) ; et (2) plantation d'*accacia mangium* en association avec le manioc, pour initier les élèves aux techniques agroforestières (photo 5).



Photo 4 et 5 : reboisement effectué au lycée moderne de Didiévi.

✓ **Projet aurore (hévéaculture)**

Dans l'objectif de réduction de la pauvreté le projet dénommé « aurore » a été initié par le Préfet de Didiévi. Ce projet est basé sur une approche communautaire, dans la culture de l'hévéa. Selon le Préfet, les communautés qui souscrivent au projet, ont été formées (1) à la création de pépinières, (2) à la création de plantations et (3) au suivi de plantations. Ces communautés ont aussi bénéficié d'appuis financiers et techniques (engrais, herbicides, matériel d'arrosage,...) pour la création de pépinières. Elles bénéficient aussi de l'appui de groupement « mon hevea.com » pour la conduite de leur différentes cultures (associations de cultures) (photo 6). La pépinière visitée a été réalisée dans le cadre du Projet d'Appui au secteur Agricole (PSAC), financé par la Banque mondiale.



Photo 6 : initiatives menées dans le cadre du projet « aurore ».

✓ *Autres reboisements*

Deux autres espaces de reboisement ont été visités. Il s'agit de l'initiative de l'église catholique de Didiévi (photo 7) et d'une plantation de 110 hectares appartenant à l'ONG "Flore Florissante Afrique".



Photo 7 : initiatives de l'église catholique.

2.2 Soubré

La délégation à son arrivée à Soubré a été accueillie par le Directeur Adjoint de la zone de l'OIPR de Soubré le Cdt Brice Nehoun, rejoint ensuite par le Cdt Bomisso. Après les salutations d'usage suivies de la présentation du contexte, des objectifs et des enjeux du PIF, une séance de travail s'est tenue afin de s'assurer des dispositions prises pour les différentes rencontres par les chefs de secteurs de l'OIPR et les communautés notamment celles de Saboya (V6) et de Sarakagui.

• **Consultation des populations de saboya (V6)**

Comme à Didiévi, une séance de consultation a été menée. Différentes couches de la population ont été interrogées (femmes, associations, allochtones, allogènes,...). Il ressort de ces échanges que les populations sont conscientes de l'importance du parc pour l'agriculture. Aussi, ont-elles constaté une baisse de leur rendement qu'elles lient à la baisse de la pluviométrie et à la mauvaise qualité de l'engrais. On a noté que les communautés ont aussi bénéficié d'appuis financiers et techniques de plusieurs organisations et structures publiques. Elles ont évoqué le manque d'eau potable pour une communauté sans cesse croissance ainsi que le manque de terres cultivables qui amène les planteurs à se déplacer vers les zones Duékoué, Man, Guiglo, Biankouma et Bolequin.

Il a été signalé à la délégation par le chef du secteur V6-ADK, l'existence d'une initiative de plantation sur le terroir riverain du Parc National de Taï d'une essence fruitière que les populations vont clandestinement chercher à l'intérieur. Cette initiative vise à limiter

l'infiltration et l'exploitation des ressources biologiques du parc.

- ***Consultation des populations de Sarakagui***

Une séance de consultation a également été initiée dans cette localité où vivent six communautés (Baoulé, Burkinabé, Malienne, Béninoise, Guinéenne et Nigérienne) dans le but de recueillir les aspirations dans la mise en œuvre du processus FIP. Nous avons exposé aux communautés rencontrées l'objet de la mission et les enjeux du PIF. En retour, les populations ont reconnu l'importance de la forêt et des aires protégées dont le Parc National de Taï et la nécessité de les conserver pour la durabilité de l'agriculture au regard des variabilités climatiques connues ces dernières années. Selon les populations une protection efficace du Parc National de Taï passe par la mise à leur disposition des plants de cacao sélectionnés à grand rendement suivi d'un encadrement technique adéquat et la mise en œuvre d'Activités Génératrices de Revenu (AGR). Et comme AGR, ces populations ont identifié l'élevage de poulets, de porcs, la pisciculture, etc. Elles restent prédisposées à l'agroforesterie et à la mise en place des plantations privées d'essence forestières qu'elles jugent utiles et économiquement rentables.

- **Consultation des orpailleurs (COMINA)**

Une séance de travail été initiée avec une association d'orpailleurs dénommée COMINA (Compagnie Minière de la Nawa). Cette association qui regroupe plus de 2 700 membres est présente dans la région de la Nawa, dans les zones de Daloa, Guiglo, Toulepleu, Danané, Issia, Toubia). L'association serait formellement reconnue par l'Etat de Côte d'Ivoire avec une publication au journal officiel en Août 2015 et est en attente de son arrêté d'exploitation.

L'association évalue à 500 personnes, le nombre d'orpailleurs clandestins dans la zone du Parc National de Taï et dans les forêts classées (localisées principalement dans les villages de Bandikro/Djigbadji), Kouamé Kouassikro, Ippoundrikro et Ziadji) et dit aider les autorités administratives de la région dans la lutte contre l'orpaillage illégal.

Selon le Président du Conseil d'administration de la COMINA et ses collaborateurs, la lutte contre l'orpaillage illégal passe par l'organisation des orpailleurs, l'attribution de permis d'exploitation (afin de permettre un meilleur suivi des activités), la sensibilisation, la mise en place d'un circuit officiel de vente de l'or (parce que beaucoup de marchés noirs) et par l'implication des communautés locales (surtout les chefs de village) dans l'éradication de l'orpaillage illégal.

- **Méagui (Krohon)**

La délégation est arrivée dans le village de Krohon (District de Méagui) le 17 novembre 2015 pour une séance de consultation. Au cours des échanges, les populations ont énoncé comme cause de la déforestation : (1) la cacaoculture, (2) l'infiltration des forêts classées par les populations allogènes, (3) le non-respect des lois, (4) la complicité de l'Etat à travers la construction d'écoles, de centres de santé et de pistes de desserte dans les forêts classées et la corruption. Comme solution, ces derniers ont préconisé d'associer les populations dans la gestion des forêts classées et aires protégées, prendre des mesures pour faire sortir les populations infiltrées et initier des reboisements avec des espèces utiles (makoré,...). Les catégories de personnes rencontrées (associations de femmes, de jeunes et les planteurs) ont émis les souhaits d'avoir des appuis pour mener des AGR notamment dans les domaines de l'élevage, du vivrier et l'appui dans les métiers d'artisans. Le chef de tribu (monsieur SARE) par ailleurs membre du comité de suivi de l'Evaluation Environnementale et Sociale Stratégique (EESS) REDD+ qui a reçu la délégation, a réitéré à la mission la disponibilité des communautés de Krohon à soutenir le processus d'élaboration du PIF.



Photo 8 : Vue des participants à la Consultation de Krohon (Méagui).

Conclusion

La forêt est en voie de disparition dans la zone du sud-ouest de la Côte d'Ivoire et les planteurs migrent désormais vers les zones de Man, Guiglo, Duékoué, Bolequin, etc. à l'Ouest à la recherche de nouvelles terres forestières propices aux plantations du binôme café-cacao. Aussi, le Parc National de Taï est-il sous pression et principalement menacé par l'orpaillage.

Quant à la zone de Didiévi, plusieurs initiatives de reforestation sont en cours de mise en œuvre.

Selon les populations dans leur majorité, ces zones visitées sont appropriées pour la mise en œuvre du Programme d'Investissement Forestier, toutefois certains risques demeurent. Il s'agit principalement de :

- la corruption;
- l'incrédulité des populations paysannes;
- l'accroissement de la population;
- la mauvaise foi des interlocuteurs (approche participative)

Annexe 8 : Présentation de la méthodologie du CSRS

Elaboration du Plan d'Investissement Forestier de la Côte d'Ivoire

par

Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire / FOREVUS

18 Novembre 2015

 www.csr.ch 1


à travers....

- Réduction des facteurs de pression anthropiques
- Protection des droits des communautés locales,
- Lutte contre la pauvreté,
- Amélioration des conditions de vie des populations

 www.csr.ch 3


Objectif

→ Contribuer efficacement à l'atténuation et à l'adaptation au changement climatique dans le secteur forestier

 www.csr.ch 2

Objectifs spécifiques = Sections

- 1) décrire et évaluer les contextes économique et social au niveau national, régional et sectoriel et les principales causes de la réduction des émissions de CO2 liées à la déforestation et à la dégradation des forêts ;
- 2) identifier et évaluer les opportunités de réduction des émissions de CO2 dans les 2 zones-cibles ;
- 3) décrire et évaluer le cadre politique et réglementaire de l'investissement du FIP ;
- 4) identifier et évaluer les avantages associés (co-bénéfices) attendus des projets identifiés ;
- 5) identifier les objets et les modalités de la collaboration entre les BDM et avec d'autres partenaires ;

 www.csr.ch 4

Objectifs spécifiques_Sections

- 6) concevoir et justifier les **différents projets et programmes d'investissements** et activités proposés au co-financement du FIP, en évaluant leurs effets attendus en termes de réductions d'émissions, leurs conditions de faisabilité et les risques
- 7) évaluer les conditions de **faisabilité de la mise en œuvre** du Plan d'Investissement et les **risques** concomitants ;
- 8) définir les instruments et la planification du financement du FIP
- 9) établir le Cadre des Résultats du Plan d'Investissement

Principal résultat attendu

- Définition d'un ensemble de projets **faisables, aptes à assurer durablement une réduction significative des émissions forestières de GES dans les zones-cibles**
(orientation dans la procédure de mise en œuvre des projets = homologation des processus)

Phases logiques

- Phase 1 : Cadrage de l'étude et rédaction du cadre analytique (draft 0)
 - Phase 2 : Collecte et analyse documentaire
 - Phase 3 : Ateliers régionaux et visites de terrain
 - Phase 4 : Analyse des données et rédaction du PIF
 - Phase 5 : Validation du PIF
 - Phase 6 : Finalisation du PIF
- Fin de chaque phase, une rencontre avec SEP REDD /BMD → état d'avancement
- Nécessité d'avoir une personne ressource de chaque structure

Phase1: Cadrage de l'étude et rédaction du cadre analytique

1.1 Réunion de Cadrage

- Démarche proposée afin de s'assurer que les objectifs et les enjeux de l'étude sont partagés ;
 - Recensement des documents à disposition de l'équipe de consultants + du SEP-REDD + ceux collectés pour l'analyse doc.
 - Confirmer les objectifs, la méthodologie du projet, les missions à réaliser et le planning de réalisation.
- Cette étape clé permettra au SEP-REDD+ de s'assurer de la bonne adéquation de notre approche et les moyens mis en œuvre pour atteindre les objectifs de la mission

Phase1: Cadrage de l'étude et rédaction du cadre analytique

- 1.2 Mise à jour du tableau de bord et des méthodologies en fonction des retours de la réunion de cadrage

Mieux affiner le déroulement et les modalités de nos interventions et travaux

- 1.3 Finalisation du draft 0 du PIF

➤ Servir de cap et de référence pour le bon déroulement de l'étude

Phase 2 : Collecte et analyse documentaire

Documents sur lesquels fonder la revue et l'analyse

1	Données socio-économiques et données actualisées sur les principales causes de la déforestation et à la dégradation des forêts
2	Données sur les services écosystémiques
3	Publications scientifiques sur les thématiques relatives aux espèces et habitats
4	Publications d'organismes internationaux sur la biodiversité en CI (CEPF, PNUD...)
5	Politiques de développement et orientation stratégiques (à différentes échelles)
6	Politiques publiques sectorielles impliquées (PND, PNIA etc.)
7	Documents d'orientations stratégiques (à différentes échelles)
8	Plan cadre de BDM et d'autres partenaires
9	Cartographies
10	Cadre légal et institutionnel de la gestion des ressources naturelles en Côte d'Ivoire
11	Cadre réglementation de la gestion du foncier
13	Documents stratégique du SEP-REDD+ Etc...

➤ Ces éléments seront rassemblés dans un rapport provisoire synthétique qui déclinera chaque volet, pour chacune des zones cibles.

Phase 2 : Collecte et analyse documentaire

- Identification des acteurs à interroger
- Préparation du guide d'entretien à soumettre aux acteurs



Phase 3 : Ateliers régionaux et visites de terrain

- **Conduite d'enquêtes auprès d'acteurs locaux**
 - ✓ Partage du guide d'entretien (en amont) pour que les acteurs puissent préparer d'éventuels documents à mettre à notre disposition
 - ✓ Conduite de l'entretien
 - ✓ Synthèse de l'ensemble des entretiens
- **Visites de terrain**
 - ✓ Observer des réalisations ou des pratiques en cours (pratiques, projets potentiels)
 - ✓ Décrire les organisations locales
 - ✓ Evaluer des opportunités de réduction des émissions de gaz à effet de serre, des co-bénéfices attendus des investissements PIF et des risques associés...

Phase 4 : Analyse des données et rédaction du PIF

- Analyse des données récoltées
- Analyse des résultats
- Rédaction du PIF (selon le plan du draft 0)

Phase 5 - 6: Validation du PIF et Finalisation du rapport

- Atelier de restitution des résultats de l'étude
- Finalisation du rapport

Chronogramme du travail



Chronogramme du travail

Phase d'exécution	Mois 1				Mois 2			
	S1	S2	S3	S4	S5	S6	S7	S8
1 Réunion de cadrage (SEP-REDD-CSRS)								
2 Collecte de données et analyse documentaire								
2.1 Entretien avec les institutions, ONG et bailleurs		X	X					
2.2 Collecte de données		X	X					
2.3 Séances d'analyses			X					
3 Ateliers régionaux et visites de terrain (observations + enquêtes)								
3.1 Région Iffou (Daoukro) Equipe 1				X				
3.2 Région Nzi (Dimbokro) - E 1					X			
3.3 Région Belier (Yamoussoukro) - E 1					X			
3.4 Région Nawa (Soubre) Equipe 2				X				
3.5 Région de San Pedro E 2					X			
3.6 Région de Guémon (Dukoué) - E2					X			
4 Analyse des données et rédaction du PIF								
5 Validation du PIF								
6 Finalisation traduction en anglais et remise du rapport								